

le fédéralisme, quand même

manœuvres croisées
du capital financier

un colloque est/ouest
d'un type nouveau

chili: des militaires
très politiques

livres - revues

septembre 1988

161

abonnement

pour la Belgique
pour l'étranger

700 fr.
800 fr.

faites vous et faites nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte 001-1047600-76 des *cm*
20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles

comité de patronage:

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart,
Roger Somville

comité de rédaction:

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit,
J.M. De Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard,
Serge Govaert, J.J. Heirwegh, J.P. Keimeul, Rosine Lewin,
Bérenghère Marquês-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels,
Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vandermotten, Benoît
Verhaegen.

rédacteur en chef: Rosine Lewin

avec l'appui de la Commission française de la Culture de l'agglomération bruxelloise.

édité sous le patronage de la Fondation Jacquemotte.

C	M
CAHIERS	
MARXISTES	

sommaire

claudé renard

fédéralisme tout de même 3

rosine lewin

manœuvres croisées du capital financier 9

stratégies syndicales face aux transnationales (notes d'un débat) 14

une interview de j.nagels

un colloque est-ouest d'un type nouveau 19

eric venturini

chili: des militaires très politiques 24

jacques depelchin

comment on écrit l'histoire de l'afrique (fin) 39

livres: somville / privatisation = moins d'état? / plisnier entre 47

évangile et révolution / écouter puis décider / les médias à découvert / l'outrage aux mœurs / les enfants de gorbatchev / les c.c.c., l'état et le terrorisme / quarante ans après.

revues: bulletin de la fondation andré renard/socialisme/celsius/ 60

l'afrique du sud et ses voisins / cahiers de la fondation travail-université.

septembre 88 **161**



Z.D.88

fédéralisme tout de même

claudio renard

Bien que divers gros problèmes doivent encore être réglés dans les prochaines semaines (le financement en particulier), les réformes institutionnelles élaborées par les cinq partis gouvernementaux sont maintenant en bonne voie de réalisation. Une fois de plus, la discipline parlementaire a eu raison de tous les scrupules et de tous les « malaises » : la majorité parlementaire a voté avec diligence tout ce qu'on lui demandait, tant sur le plan constitutionnel que sur le plan législatif. Ni l'opposition des libéraux ni celle, souvent mieux inspirée, des écolos et de rares dissidents n'ont sauvé les débats de la médiocrité. « Ils n'égalent pas leur destin », pourrait-on dire (en citant Apollinaire) des parlementaires qui ont tourné cette page de l'histoire de Belgique.

Car il est vrai que, contrairement à ce qui s'était produit en août 1980, nous nous trouvons cette fois en présence de réformes qui modifient assez profondément le mode de fonctionnement de l'Etat belge. Le premier ministre n'a pas exagéré leur portée en déclarant devant une commission parlementaire, en juillet, que ces réformes rangeraient la Belgique « parmi les Etats qui, sur le plan de leur structure, sont qualifiés d'Etats fédéraux ». La déclaration gouvernementale (mai) avait annoncé quant à elle « un nouveau pas sur la voie d'une structure d'Etat fédérale ».

En quoi cette avancée se manifeste-t-elle le plus concrètement ? Sans entrer ici dans des détails qui prendraient vite une place démesurée, disons que Régions et Communautés verront s'élargir considérablement le champ de leurs compétences, y compris en matière de politique économique (1) et d'infrastructure pour les premières et en matière d'enseignement pour les secondes. Le Fonds des communes et des provinces dépendra entièrement des Régions. Il est prévu « un statut à part entière » pour la région de Bruxelles-capitale.

Un des points les plus importants de l'accord gouvernemental, auquel le parti communiste a été quasi le seul à s'intéresser durant des années et dont, curieusement, on ne parle que très peu depuis qu'il a été acquis, est l'élection directe des conseils régionaux et communautaires rendue possible par la suppression de l'absurde système du double mandat. Rappelons à ce propos que la conférence des communistes wallons, tenue à Liège le 30 janvier dernier, soulignait dans sa résolution finale que « les institutions fédéralisées n'auront une réelle consistance que le jour où les assemblées

correspondantes seront élues directement au suffrage universel». Nous n'avons pas changé d'avis depuis janvier: c'est bien un principe essentiel qui a été admis dans l'accord gouvernemental.

Certes, tout cela ne signifie pas encore que la fédéralisation décidée est la meilleure possible et que ceux qui la critiquent soit pour ses limites, soit, surtout, pour certaines des conditions mises à son application, finiront par reconnaître son excellence à l'usage, — comme paraissent le penser Guy Spitaels et Philippe Moureaux. Mais il est permis de dire, sans se faire l'avocat du diable, que Martens VIII honore ce que Martens VII avait brûlé... Il n'y a pas si longtemps que le premier ministre rejetait l'idée d'une révision constitutionnelle rapprochée et que le président de son parti, M. Swaelen, affirmait avec aplomb que point n'était besoin d'aller au-delà des lois d'août 1980 pour faire de la Belgique un Etat fédéral.

Donc, si décevants que leurs lendemains puissent être à beaucoup d'égards, les élections de décembre 1987 ont quand même provoqué un tournant réel dans l'évolution institutionnelle du pays et il importe de le relever comme un résultat positif de l'action des forces fédéralistes qui s'était signalée de façon très claire au niveau électoral bien avant le dernier scrutin (qu'on se souvienne, en particulier, des élections européennes de 1984). On prendra ici le mot «action» dans son sens le plus large (et le moins habituel sous une plume de gauche!) qui recouvre une multitude de formes concrètes pas nécessairement ostentatoires, souvent empiriques et parfois imprévisibles. C'est un fait, par exemple, que ceux qui avaient rêvé de gommer Bruxelles, en tant que région autonome, ont pu être amenés à réfléchir autrement après avoir constaté, en décembre dernier, que tout un courant de la population bruxelloise continuait à soutenir le FDF, dont les sondages avaient annoncé un peu vite la liquidation totale imminente.

Dire que le prix payé au CVP a été trop élevé pour une fédéralisation encore incertaine, en relever les insuffisances, protester contre le sort inacceptable réservé aux communes à statut spécial, tout cela se justifie bien sûr pleinement. Mais il est indispensable, en même temps, de rendre sensible le fait que l'action du mouvement fédéraliste a porté certains fruits. Et puis, il faut se méfier des indignations qui s'écoulent parler; elles ne valent rien pour le moral.

En réalité, les aspects positifs de la fédéralisation amorcée font ressortir indirectement l'ampleur des succès qui auraient été envisageables si le mouvement fédéraliste s'était engagé plus tôt dans la voie d'une action autonome et pluraliste; c'est singulièrement vrai en Wallonie où, jusqu'à la constitution du mouvement «Wallonie Région d'Europe», la plupart des fédéralistes avaient eu tendance à compter avant tout sur le renforcement du PS et l'habileté de son président pour faire avancer leur cause. On voit aujourd'hui sur la base de l'expérience quels étaient les aléas de ce choix qui, au-delà des résultats engrangés dans le cadre des nouveaux rapports de forces parlementaires, explique pourquoi le changement provoqué par les élections de décembre

1987 n'a pu être exploité complètement par le mouvement fédéraliste du côté wallon et francophone. Tout, de ce côté, dépendait pratiquement du PS dont l'attitude confirma la pertinence du dicton selon lequel il ne faut pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. A la différence du mouvement flamand qui tire une grande part de sa puissance de la vitalité de ses associations culturelles autonomes, le mouvement wallon et fédéraliste se trouva pris au piège de sa subordination à un parti politique guidé essentiellement par des ambitions électorales et le souci de consolider sa position de parti dominant en Wallonie. C'est la raison pour laquelle, à peine rentrés chez eux, les électeurs n'eurent plus qu'à assister de très loin, de plus en plus médusés et désabusés, à d'interminables tractations dont le sens leur échappait et aux habituels marchandages partocratiques qui ont encore une fois mis en évidence les étonnantes ressources du CVP.

Le temps d'une négociation, ce parti battu aux élections a obtenu qu'on lui sacrifie des principes jusque-là «sacrés» avec un cynisme dont une histoire politique pourtant riche en la matière donne peu d'exemples comparables, et qu'on reprenne Wilfried Martens comme premier ministre dans un gouvernement de coalition cette fois ouvert à la Volksunie. Le succès électoral des fédéralistes wallons et francophones a donc subi de bien étranges malaxages entre les mains expertes de M. Dehaene. Et il est assez piquant de constater qu'en dernier ressort, MM. Schiltz et Geens se sont accommodés de ce succès plus aisément que quelques-uns de ses authentiques artisans!

L'opinion publique a surtout été frappée par l'accord tout à la fois scandaleux et biscornu que les partis de l'actuelle majorité ont conclu en vue de «garantir», selon les termes de la déclaration gouvernementale, «la coexistence pacifique» des habitants de communes à statut linguistique spécial. «Comme toujours, les raisons pratiques abondaient pour justifier l'absurde...»(2). Nous ne répétons pas ici les appréciations critiques qui ont fleuri dans la presse de toutes nuances à propos de cet accord dont le principal défaut est qu'il n'atteindra pas le but poursuivi. Au contraire, le statut imposé aux communes dites «à facilités» ressemble fort à la pièce défectueuse qui va rendre fragile et instable l'ensemble de la construction. On peut se demander comment il est possible que des hommes politiques expérimentés refusent encore de voir cela après plus d'un quart de siècle d'expérience fourronnaise et, de surcroît, dans un monde où la difficulté d'assumer l'héritage (et le réveil!) d'anciennes dissensions à caractère ethnique se vérifie tout le temps et partout. Or, un compromis honorable était possible, en tout cas pour Fourons, et présenté dans le contexte d'un début de fédéralisation réelle, il aurait pu effectivement garantir la tranquillité des habitants de cette commune sans solution unilatérale d'aucune sorte, mais aussi sans violation de principes démocratiques élémentaires.

Ces principes doivent être défendus en tant que tels. Il est légitime et nécessaire de demander aux gens un peu de tolérance et des concessions mutuelles dans l'intérêt de la paix entre communautés, mais on n'a pas le droit d'empêcher autoritairement l'exercice normal de la démocratie commu-

nale. Ceux qui disent que celle-ci n'est pas négociable ont raison. Aussi ne suivrons-nous pas les leaders politiques qui invoquent l'avancée fédéraliste en cours pour justifier le vote d'une loi antidémocratique aggravé d'un manquement à la parole donnée. Nous les suivrons d'autant moins que les réformes institutionnelles obtenues, plus particulièrement en ce qui concerne l'extension des compétences, sont encore loin de correspondre aux besoins de la Wallonie et aussi de Bruxelles; c'est déjà évident pour la politique énergétique et le crédit de même que pour la recherche appliquée; et tout annonce que les contraintes de l'Europe verte vont servir de prétexte pour maintenir l'agriculture wallonne sous la coupe du Boerenbond.

On s'interrogera en outre sur le problème du financement. Le nouvel article 115 de la Constitution est fondé sur le principe de la responsabilité financière des régions et stipule que les conditions de financement sont fixées par une loi adoptée à la majorité spéciale (double majorité et deux-tiers). Il y aura un accroissement assez sensible de moyens financiers des régions et communautés, ceux-ci étant d'ailleurs, au départ, tout à fait dérisoires. Mais qu'en sera-t-il de la répartition? Et quelles seront les interférences avec les décisions budgétaires du gouvernement? Le ministre concerné, M. Schiltz, a déjà fait savoir, fin juillet, que si l'Etat ne parvenait pas à réduire son déficit, les transferts de compétences aux régions et communautés pourraient bien se transformer en pures abstractions, l'intendance refusant de suivre...

La loi sur le financement sera discutée en autonome et l'on ne s'étonnerait pas outre mesure si, à cette occasion, l'euphorie qui a suivi la victoire des thèses gouvernementales au Parlement faisait place à un climat politique chargé de nébulosités variables, en harmonie avec la saison. De fortes chances existent pour qu'on donne alors raison, mais un peu tard, à ceux qui, avec «Wallonie Région d'Europe», ont contesté d'entrée de jeu le calendrier des travaux parlementaires. Du point de vue wallon et bruxellois, c'est une grande imprudence que d'avoir accepté la dissociation des accords à conclure, d'une part, sur l'élargissement des compétences et, d'autre part, sur les moyens de les couvrir financièrement. A partir de là, toutes les tentatives de reprendre d'une main ce qu'on a cédé de l'autre sont à redouter.

Nous allons donc vers une rentrée politique qui rend plus nécessaire que jamais une nouvelle mobilisation des forces fédéralistes qui devront essayer d'utiliser intelligemment les prochaines élections communales pour faire avancer leurs idées. Après quoi nous arriverons très vite aux élections européennes. A ce propos, puisque la déclaration gouvernementale prévoit maintenant des élections régionales directes, ne serait-il pas indiqué de proposer le couplage de ces deux scrutins? Idée que les communistes — soit dit entre parenthèses — avaient déjà avancée lors des élections européennes...de 1979!
(8 août 1988)

(1) Rien de commun, assurément, entre les réformes obtenues dans ce domaine et les revendications qui figurèrent au programme de la FGTB wallonne jusqu'au début des années 80, sans parler des ambitions affichées au temps du «renardisme». Mais qui aurait pu attendre, dans l'état actuel des rapports de forces, un fédéralisme assorti

de grandes réformes de structure économiques? Il faut par ailleurs tenir compte des dimensions nouvelles du problème dans le cadre de la CEE en pleine évolution. Toute compétence nouvelle est évidemment bonne à prendre, l'essentiel résidant finalement dans l'usage qu'en feront les détenteurs du pouvoir à tous ses niveaux.

A paraître dans nos prochaines livraisons

- **Un dossier sur les Etats-Unis**
avec notamment:
 - Dukakis/Jackson, même combat?
 - Le statut du marxisme dans les universités américaines.

- **Un ensemble de réflexions et de témoignages sur la fonction d'un parti communiste dans un pays développé, à la fin du 20^e siècle**

- **Le point sur la situation des fils et petits-fils des immigrés.** Qui sont-ils? Quel est leur avenir? Comment ont évolué leurs relations avec les citoyens et les pouvoirs en Belgique?

Mars 1989: 20^e anniversaire du *CM*.



Ferdinand de Meeus, premier gouverneur belge de la Société Générale. Le dernier s'appelle René Lamy.

manœuvres croisées du capital financier

par rosine lewin

Les gros bras de la finance internationale rendent volontiers visite à la Belgique: après Carlo De Benedetti et ses pralines, après Renaud de la Gènière et sa distinction, Robert Maxwell a tenu la vedette à Gosselies, aux côtés d'Albert Frère, Gaston Thorn et Michel François-Poncet.

DU CÔTÉ DE LA GÉNÉRALE: «DES ACCENTS FRANÇAIS»

Depuis plusieurs mois, le suspense a cessé autour du sort de la Société Générale de Belgique: De Benedetti n'a pas réussi à la conquérir et c'est la Compagnie financière de Suez qui y est majoritaire. S'il reste des incertitudes, c'est autour des appétits manifestés par Robert Maxwell, des ambitions de Maurice Lippens ou encore des manœuvres discrètes d'Albert Frère. En tout état de cause, la Générale est plus francisée qu'européanisée, car Suez est un des joyaux de la haute finance française. Par ailleurs, qu'il s'agisse de Havas auquel s'est vivement intéressé Maxwell, ou du monde des assurances où MM. Lippens et Frère se sont taillé une place non négligeable, on retrouve le pouvoir financier français, et on butte sur des «noyaux durs». Nous y reviendrons, en essayant de ne pas nous y casser les dents.

Quelques rappels d'abord à propos des avatars de la SGB. Deux dates-jalons: les assemblées générales des actionnaires du 14 avril et du 21 juin.

Le 14 avril, au cours d'une séance à grand spectacle et au terme d'une frénésie boursière très médiatisée, il est procédé au comptage des actions de la S.G. 47% pour De Benedetti, 53% pour Suez et ses alliés belgo-luxembourgeois-suisse. Forte de son succès, la majorité refuse au «condottiere» l'entrée au conseil d'administration.

Le 21 juin, De Benedetti cède la moitié de ses titres à la compagnie française. Il conserve 16% du capital et accède avec quatre mandats au conseil d'administration.

Un Français lié au monde bancaire, Hervé de Carnoy, devient administrateur-directeur exécutif. Dans le même temps, Pierre Scohier (Cobepa) et André Leysen (Gevaert) revendent leurs titres et se retirent donc du jeu. Maurice Lippens, grand patron des AG (Assurances Générales) et porte-parole de l'«ancrage belge», vante ses liens privilégiés avec Suez et confie même au «Soir» (du 1^{er} août 1988) que Suez a une dette de reconnaissance envers les AG. Il demande qu'on en finisse avec le «complexe du Belge»...

Les affaires de De Benedetti ne vont pas mal: le «condottiere» est devenu deuxième actionnaire (derrière ATT) d'Olivetti et a affermi sa majorité chez

Mondadori, groupe opérant dans le secteur graphique, éditorial et papetier, où Berlusconi détient aussi une part de capital.

De son côté, la Compagnie financière de Suez a renforcé ses structures internes : plus de la moitié de son capital est aux mains d'un groupe d'actionnaires stables, bien verrouillé. On notera que **et** la Société Générale **et** le groupe Cerus de De Benedetti **et** Paribas sont actionnaires de Suez, aux côtés de Saint-Gobain, Lyonnaise des Eaux, etc.

Quelle politique va mener Suez au lendemain de sa prise de contrôle de la SGB et de sa propre restructuration ? Hervé de Carnoy proclame : « Faire de la SG un centre d'excellence industriel européen à vocation mondiale ». Renaud de la Gènière, patron de Suez, ajoute : « Nous sommes totalement derrière la SG ». Cependant, à la veille de l'assemblée des actionnaires du 21 juin, le bimensuel français « L'Expansion » (*) avait fait sensation avec un reportage qui annonçait l'intention de Suez de « faire le ménage » en Belgique et d'y liquider les « canards boiteux ». Ce n'était pas une interview, mais une synthèse d'informations recueillies au plus haut niveau de la compagnie française, et jamais démenties par ses dirigeants. Pour Philippe Bodson, président de la Fédération des entreprises de Belgique, l'article de « L'Expansion » était le signe d'une normalisation. De fait, l'heure n'était plus aux éclats médiatiques de Carlo De Benedetti, et Suez avait besoin de faire parler d'elle. Philippe Bodson ajoutait cependant : « Les choix sont effectués pour maximiser les résultats de la Générale et pas de Suez. Les actionnaires font entendre leur voix, rien de plus. Il n'y a pas de rupture entre la stratégie ancienne et la stratégie nouvelle, seulement des accents renforcés. Croyez bien que les Belges sont parfaitement présents, parfaitement conscients et parfaitement informés ». C'est un brevet d'autosatisfaction que se décerne M. Bodson, car « les Belges » dont il parle, ce sont évidemment les administrateurs belges de la SGB, dont il est. Nul ne les prend pour des imbéciles. Mais minorisés comme ils le sont, quelle est leur marge de manœuvre au sein de la Compagnie de Suez ? Et surtout, comment croire à leur volonté de mettre en œuvre une politique industrielle cohérente, visant à relancer consommation, investissement et recherche-développement ? A cet égard, un propos de Ph. Bodson nous paraît significatif : « Il n'y a pas de rupture entre la stratégie ancienne et la stratégie nouvelle, seulement des accents renforcés ». Sur la stratégie ancienne, l'opinion publique a été édifiée et nous ne reviendrons pas sur l'analyse qu'en faisait Jacques Nagels dans les CM d'avril 1988. Quant aux accents renforcés, ils seront français, mais émaneront de prédateurs de haut vol.

Toute la saga de la Générale débouche finalement sur une redistribution de cartes entre groupes financiers auxquels la holding belge a servi de tremplin. Une redistribution pimentée, nous le verrons, par des initiatives du gouvernement Rocard, lequel cherche à maîtriser les mouvements de capitaux de quelques grands groupes — restés nationalisés ou reprivatisés — et qui suscitent diverses convoitises, notamment de la part de Robert Maxwell.

Ce Maxwell, il est temps de le situer avec plus de précision.

Remontons au 24 juin.

LE PARCOURS (INACHEVÉ) DE CITIZEN BOB

«Je suis ici pour faire des affaires». «Je veux devenir le plus grand investisseur de Belgique».

Deux petites phrases prononcées par Robert Maxwell lors d'une conférence de presse tenue le 24 juin à Bruxelles, très précisément au siège de la Banque Bruxelles-Lambert, le jour même où les actions de la Maxwell Communication Corporation étaient introduites en bourses de Bruxelles et d'Anvers. Le jour aussi où Maxwell décidait d'investir 800 millions de FB dans la société d'éditions Dupuis, en vue de moderniser l'imprimerie de Charleroi, à part égale avec Albert Frère. L'avant-veille, un communiqué commun Société Générale de Belgique/Maxwell Communication Corporation annonçait une association des deux groupes sur le marché de la communication. On y parlait de joint-venture, d'une «société commune à vocation européenne et mondiale».

Ainsi se dessinait en 48 heures un jeu triangulaire MCC/SGB/GBL, dont les contours sont encore mal cernés.

Une chose est claire, depuis le 1^{er} août: l'investissement de 800 millions chez Dupuis est confirmé. Et confirmé avec fracas, lors d'un rendez-vous théâtral à l'aérodrome de Gosselies. Un petit ballet d'avions privés avait assuré la présence là-bas de Robert Maxwell, d'Albert Frère, de Gérard Eskenazi et du comte de Launoit pour le Groupe Bruxelles-Lambert; de Michel François-Poncet, PDG de Paribas; de Gaston Thorn, directeur général de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, ainsi que du Premier ministre grand ducal. Au lendemain de cette rencontre, les actions de GBL prenaient leur envol en Bourse. A l'évidence, ce beau monde ne s'était pas seulement dérangé pour applaudir à l'accord Maxwell-Dupuis créant la société Hélio-Charleroi. Tout porte à croire que ces messieurs auront abondamment parlé de l'avenir de l'audiovisuel en Europe, et en particulier de la gestion du satellite Astra. Pour Maxwell, il s'agit d'un enjeu essentiel.

Le personnage ne craint pas les spots et proclame volontiers ses ambitions. «Magnat de la presse» est pour lui une appellation contrôlée, mais il l'a conquise dans des conditions qui ne garantissent pas forcément la transparence.

Né juif, du nom de Jan Hoch, dans un village de Ruthénie alors tchécoslovaque, Robert Maxwell s'est fait un nom (écossais) en servant dans l'armée britannique qui lui décerna même une Military Cross. Sa connaissance des langues l'a amené à jouer un rôle, dès la fin de la guerre, dans le service britannique de contrôle des publications en Allemagne occupée. Ce fut peut-être l'amorce de son intérêt pour les affaires d'édition. Via rachat et vente de firmes éditrices compromises ou ruinées, le capitaine Maxwell construit sa fortune et sa carrière.

En 1964, il est millionnaire et député travailliste. Il n'est plus député mais toujours travailliste quand, dans les années 80, il démantèle systématiquement le pouvoir syndical dans le secteur de l'édition britannique. C'est ce qu'on

a appelé «la révolution de Fleet street»: fermeture d'imprimeries, licenciement de grévistes...

Revers électoraux et financiers, percées audacieuses, controverses éclatantes, sombres batailles judiciaires ont jalonné le parcours de «citizen Bob», qui ambitionne aujourd'hui d'être le plus grand communicateur du monde et dispose d'un pouvoir considérable.

La Maxwell Communication corporation est née en octobre 1987. Elle entend offrir des «services intégrés» dans tous les médias, de la pâte à papier à l'information, en passant par le câble.

Tout ce qui dans cet organisme concerne l'édition, est contrôlé par la Maxwell Pergamon Publishing, holding qui détient d'importants intérêts aux USA (avec Alcogravure, Pub-Data, Home and Law magazines), en Espagne, en Italie, et est associée aux Pays-Bas avec Elsevier, deuxième firme editrice hollandaise. En Grande-Bretagne, la MCC dirige non seulement la Maison d'édition Pergamon et les imprimeries British Printing Corporation, mais aussi le groupe «Mirror» avec le «Daily Mirror» (3,5 millions d'exemplaires) et le «Sunday Mirror». Ses magazines grand public et ses revues d'affaires dominent le marché. De surcroît, la MCC imprime 13% des brochures de vacances et de voyage, elle détient 11% du marché des chèques personnalisés, imprime aussi des titres de bourse! Bref, MCC passe pour le premier imprimeur européen et se vante de posséder le plus grand atelier au monde d'imprimerie au laser. Son ambition immédiate: lancer un quotidien européen, The European, qui devrait sortir au début de 1989, produit par une équipe de plus de cent journalistes, essentiellement au départ de Bruxelles. Un supplément sportif hebdomadaire serait publié en différentes langues.

Ajoutons que du côté du papier, des accords récents avec des groupes canadiens et finlandais le mettent à l'abri de toute pénurie. Car du papier, il lui en faudra beaucoup: en plus de son The European, il veut aussi lancer l'an prochain en France un quotidien national et populaire de centre-gauche... Ian Maxwell contrôle en France l'agence de presse ACP et papa rêve d'un «rapprochement» entre ACP et AFP.

Dans le domaine de l'audiovisuel, Maxwell a fortement investi dans les réseaux câblés (British Cable Service) et dans les chaînes par satellite (Première, par exemple, est une chaîne à péage qui compte 40.000 abonnés).

En France, il possède avec son fils Ian 12% de TF 1 (il en est donc deuxième actionnaire après Bouygues). A l'évidence, la Maxwell Media et sa filiale TVThemes visent l'audiovisuel européen et il existe un projet de réseau avec Berlusconi. On sait que Citizen Bob avait été candidat à l'exploitation d'une chaîne payante en Belgique. Il en a été évincé au profit de Canal Plus. Mais il prépare en Grande-Bretagne une alliance avec British Telecom et W.H. Smith, qui contrôlent six chaînes. C'est dans tout cela que s'insère l'épisode de Gosselies.

Avec des intérêts costauds en Italie et en Israël, avec des projets costauds eux aussi au Japon, en Chine et en URSS, Robert Maxwell a des raisons d'avoir confiance dans son avenir, même si son rival Rupert Murdoch le gêne. Son chiffre d'affaires en 1987, en nette progression sur 1986, dépassait les cinquante milliards de francs belges.

HAVAS OU PAS HAVAS?

Objectif shakespearien pour Robert Maxwell ou vaine spéculation de journalistes, toujours est-il qu'est posée la question de savoir si Citizen Bob veut réaliser une entrée en force dans le groupe Havas. Une ombre majestueuse flotte dans la coulisse: celle de François Mitterrand. On dit, en effet, que le président français et le magnat britannique s'apprécient beaucoup.

Il est apparu au début de juillet qu'un paquet d'actions de Havas étaient convoitées et achetées en Bourse. C'est chez R. Maxwell qu'elles aboutirent, représentant environ 5% du capital. Bon tremplin, mais guère menaçant pour le «noyau dur» de Havas. En effet, par la grâce de MM. Chirac et Balladur, le groupe a été privatisé en 1986; un tiers du capital a été mis en mains sûres — Paribas, la Lyonnaise des Eaux, la Société de participations mobilières et la Société Générale de Belgique, celle-ci pour 5%. Or, le nouveau gouvernement français souhaite briser les fameux «noyaux durs», pour (devait déclarer Michel Rocard) «constituer de vrais pactes d'actionnaires avec une stratégie».

Havas est un géant multimédias, s'occupant à la fois d'édition, d'audiovisuel, de cinéma et de publicité. L'audiovisuel en l'occurrence, c'est la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (patron via Audiofina de RTL). Havas y a comme copropriétaires Electrafina et Tractebel, où cohabitent la Société Générale et le Groupe Bruxelles-Lambert. De même, Coditel, spécialiste de la télédistribution (qu'il exporte même aux USA) est contrôlé par Tractebel, c'est-à-dire que la Générale et le Groupe Bruxelles-Lambert y tiennent l'œil.

Ajoutons pour faire bonne mesure que Havas figure aussi parmi les éléments du noyau dur de l'UPA (Union des Assurances de Paris)(**), que «Le Monde des Affaires» définit comme «un agent d'influence». Cette importante compagnie d'assurances est restée nationalisée contre la volonté de MM. Chirac et Balladur, qui y avaient placé «leur» homme, M. Dromer. Celui-ci vient d'être remplacé par un «homme de Rocard», M. Peyrelevade. Est resté en place le fameux «noyau dur», avec Havas, Suez, Saint-Gobain, Cerus, Paribas. La boucle est bouclée: les intérêts les plus puissants s'entrecroisent, s'entrelacent redoutablement. Avec un objectif majeur: le contrôle des médias, de la communication.

Ce constat nous renvoie à un double débat — sur les stratégies syndicales face à la financiarisation de l'économie devenue une société-casino — sur le rôle des pouvoirs publics, face à cette évolution. Le premier débat porte sur les moyens d'une nécessaire mobilisation des travailleurs au niveau interprofessionnel. C'est toute une dynamique d'action et de propositions alternati-

ves qu'il s'agit de construire. Ce ne sera pas facile. En témoignent les notes que nous publions ci-après, à la suite d'un débat public des CM.

Au niveau des pouvoirs publics, on se souvient que la Belgique était, au moment de l'offensive De Benedetti, dotée d'un gouvernement qui se bornait à gérer les affaires courantes. Il ne prit donc aucune initiative. Remis en selle en mai, W. Martens s'est borné à se féliciter de «l'accord» intervenu entre la SGB et la Compagnie de Suez. La déclaration gouvernementale de Martens VIII (10 mai 1988) annonçait des mesures visant à rendre le marché boursier plus transparent et à réglementer les offres publiques d'achat. De fait, et conformément à une directive européenne (approuvée le 11 juillet, mais qui n'entrera en vigueur qu'à l'automne de 1990), ces mesures ont été approuvées par le Conseil des ministres. Elles eussent évidemment été plus utiles si elles avaient précédé les grandes manœuvres autour de la Société Générale. Dire cela ne signifie pas qu'on ait ou qu'on entretienne des illusions sur le caractère «national» de groupes tels que la Générale ou Bruxelles Lambert. Cela signifie tout simplement que pareilles mesures peuvent être utilisées par les forces de progrès pour accentuer des contradictions, voire des conflits à l'intérieur du capitalisme, et donc pour exercer une pression sur les choix patronaux. Car — on en revient au point de départ — l'avenir des quelque mille entreprises qui constituent encore l'empire de la Générale, est incertain. La vente par appartements a commencé avec ACEC et on sait ce que la formule couvre de pertes d'emplois pour des femmes et des hommes, de perte de substance, pour la région.

Quant au Groupe Bruxelles-Lambert, rappelons ce qu'écrivait «Le Soir» le 19 juin 1987: c'est «la seule entité financière soucieuse d'inscrire la Belgique dans une géographie capitaliste sans frontières».

Abandonner le terrain à pareilles «entités», nous paraît suicidaire pour les forces de progrès.

(*) Le groupe Expansion est dirigé par Jean-Louis Servan-Schreiber et appuyé par la société éditrice du «Wall Street Journal».

(**) L'UAP est le principal partenaire d'Albert Frère dans la Royale Belge.

Stratégies syndicales face aux transnationales

La Société Générale était à l'affiche (Quel enjeu pour l'Europe? Comment assurer un contrôle démocratique?) du débat public organisé par les CM le 5 mai dernier. (*)

La date paraît déjà lointaine, mais les propos échangés entre les quatre syndicalistes invités et la salle gardent toute leur valeur. Parce que sur le fond du problème — la stratégie syndicale face aux transnationales — rien n'a vrai-

ment changé depuis mai, nous reprenons ci-après des extraits significatifs des interventions.

Tour à tour, Albert Carton pour la CSC, Jean-Claude Vandermeeren pour la FGTB, Guiseppa Fajertag en tant que syndicaliste italien, et Georges Debunne, ancien président de la CES, se sont situés par rapport à la question lancée par le rédacteur en chef des CM: tout au long du feuillet de la Générale, travailleurs et pouvoirs publics ont brillé par leur absence. Il existait cependant un texte adopté en commun, par la FGTB et la CSC, et qui paraissait prometteur. Qu'est-il devenu ?

Pour Carton, cette déclaration commune est effectivement intéressante, notamment en ce qu'elle trace des objectifs prioritaires et s'adresse à divers niveaux de pouvoir, même s'il regrette que le niveau régional ne soit pas assez pris en compte. Des tentatives pour donner des suites concrètes à la déclaration ont eu lieu, dit-il. Un groupe de travail interprofessionnel national fonctionne à la CSC; il vise à reconsidérer des frontières sectorielles et/ou syndicales, afin de mieux répondre aux mutations économiques en cours. Par ailleurs, la Centrale des employés a organisé une rencontre avec une centaine de militants concernés; elle a débouché sur une «Charte des travailleurs des groupes financiers» comprenant huit objectifs, dont l'examen sera poursuivi en juin. A. Carton souhaite que le mouvement ouvrier reprenne le débat, vif il y a vingt ans, sur les holdings et la planification. Il s'est dit convaincu que la mobilisation idéologique sur les privatisations, menée par les néo-libéraux a subi un choc profond depuis le krach boursier d'octobre 87. Le capitalisme populaire en a pris pour son grade. Il y a donc de nouvelles possibilités actuellement pour le mouvement syndical et politique. De plus, nous assistons actuellement à des demandes d'intervention des pouvoirs publics portant p.e. sur la recherche, qui sont en contradiction avec la doctrine libérale. Toutes raisons pour approfondir l'étude des contradictions entre fractions de la bourgeoisie et structures financières. (Ce que devait aussi suggérer un participant au débat, soucieux de mieux analyser les oligarchies financières). Pour Carton, il importe maintenant de reprendre l'offensive dans le mouvement syndical. Reprendre l'offensive, dit-il, cela signifie redonner un certain nombre d'objectifs syndicaux et politiques, permettant de coaliser concrètement les travailleurs dans les entreprises, et en même temps d'obtenir l'appui d'autres fractions de la population. D'où l'importance du débat d'idées et l'intérêt des propositions formulées par le PC et par J. Nagels. Un objectif qualifié de prioritaire par Carton est de faire connaître le refus de la Générale de négocier au niveau du groupe, et de réaliser cette large information en tenant compte de l'accueil communautaire, toujours présent en Belgique.

Jean-Claude Vandermeeren, a commencé par qualifier la déclaration commune FGTB/CSC de «minimaliste», ce qui lui valut quelques interrogations de la part (notamment) de Louis Van Geyt. Minimaliste donc, parce qu'elle reprend les points communs aux deux organisations syndicales et qu'elle tient compte d'un fait-l'absence de volonté politique de résister à la Générale. Le dirigeant de la FGTB rappelle à cet égard que même des lois dûment votées peuvent se heurter à l'inertie de ceux qui devraient les appliquer. Ce fut le cas pour la planification et pour l'initiative industrielle publique. Ce constat amène J.C. Vandermeeren à formuler des craintes pour l'avenir: les holdings

privés ne vont-ils pas de plus en plus orienter leur action vers la rentabilité financière immédiate? Autre et douloureux constat: les structures syndicales héritées du passé sont inadéquates face au pouvoir économique. C'est vrai sur le plan national et sur le plan international. Alors qu'en 54 et 56 la FGTB a su analyser les holdings, elle n'a pas su depuis lors réadapter ses structures. De plus, s'il est vrai qu'il y a un retard social sur le plan européen, je crois, dit J.C.V., que la CES accuse du retard par rapport à l'analyse économique. Le mouvement syndical devrait s'attacher à avoir beaucoup plus d'efficacité sur le plan économique, à être enfin offensif. Cette exigence n'empêche pas Vandermeeren de mesurer clairement les difficultés des travailleurs au niveau d'entreprises telles que les ACEC, car le patronat y est agressif et la négociation ne se mène pas en termes de tout ou rien.

Répondant aux questions qui lui ont été posées par l'assistance -et fondamentalement, la question de savoir pourquoi un texte jugé «minimaliste» ne connaît même pas un début d'application, J.C.Vandermeeren devait insister sur «une énorme faiblesse» du mouvement syndical, en tous cas de la FGTB, savoir l'absence de politique de relations publiques. A cet égard, un témoignage dans la salle a éclairé avec une certaine cruauté la distance entre cadres d'entreprise et positions syndicales. Plus généralement, Vandermeeren a estimé que la gauche a «trois guerres de retard» sur le monde des affaires en matière de communication. Il en résulte notamment qu'il est extrêmement difficile de mobiliser sur un problème de démocratie économique, qui n'est pas perçu concrètement. C'est ainsi que ne se sentent concernés par l'avenir de la Générale que les gens des ACEC alors que le secteur du diamant ou même celui des banques n'est pas mobilisé. Il n'y a pas de «conscience de holding». Il est très malaisé de faire comprendre que tous ces intérêts sont liés au niveau du groupe financier qui, lui, réclame de l'Etat des sous pour la FN ou pour les ACEC. Enfin, le dirigeant de la FGTB devait rappeler que les contraventions pour excès de vitesse doivent être payées, alors que les patrons échappent aux contraintes économiques légales chaque fois qu'ils le peuvent. A ce propos, Vandermeeren se déclare intéressé par la lettre ouverte adressée par le PC à J.L.Dehaene. Il considère que la proposition Nagels, si elle est utopiste, pourrait être retenue comme sanction en cas de non-respect de la concertation.

Giuseppe Fajertag, ancien militant CGIL et chercheur à l'Institut syndical européen, a surtout porté témoignage sur la place de De Benedetti dans le paysage industriel et syndical italien. Après avoir souligné la rapidité (moins de dix ans) avec laquelle De B. est devenu une puissance industrielle majeure, Fajertag a qualifié d'«acceptables» les relations évidemment conflictuelles que le condottiere a façonnées avec les syndicats, alors que ces derniers et toute la gauche italienne venaient de se tromper de diagnostic à propos de la crise pétrolière. La stratégie de De Benedetti est dynamique, montre-t-il, parce qu'elle est construite dans une perspective européenne et mondiale. Cette mise en perspective européenne et mondiale, le syndicaliste italien souhaite qu'elle soit adoptée -avec dynamisme- par les organisations syndicales.

Georges Debunne, ancien secrétaire-général de la FGTB, ancien président de la CES, a reconnu d'emblée que les congrès FGTB de 54 et 56 sont restés sans lendemain. La loi sur la planification a certes été votée, mais on

n'a jamais eu de plan. Et les holdings n'ont jamais joué le jeu prévu par la loi. A ce décalage entre législation et réalité, Debunne ajoute deux observations: la première concerne la CSC, ou plutôt son «porte-parole à côté de moi», qui manquait de combativité; la seconde met en cause la droite social-chrétienne qui freine le progrès quand les socialistes sont au gouvernement. Après avoir rappelé ses longs combats pour une société anonyme européenne, Debunne évoque l'échec de la directive Vredeling. Un échec dû pour l'essentiel au puissant lobby patronal mis en place à Strasbourg. S'il admet que la CES est en retard en matière de politique économique, Debunne observe qu'il en est de même à l'échelle nationale belge et que l'aventure de la Générale le prouve. Actuellement, la CES met le paquet sur le social, car elle craint le dumping et la régression sociale. Mais, ajoute-t-il, ce n'est pas le social qui peut régler l'objet de notre débat actuel. Il n'y a pas de gouvernement européen et le Parlement européen n'a pas de droit de décision. On se bat donc sans avoir d'interlocuteurs devant soi. En fait, ce sont les syndicats nationaux qui devraient prendre les gouvernements nationaux par la gorge. Abordant enfin le problème des structures syndicales, Debunne a souligné la difficulté de s'organiser efficacement contre les holdings. Il serait important, dit-il, d'avoir une organisation regroupant tous les délégués de base p.ex. de Philips, ceux de l'automobile, etc. Il a fort insisté sur la nécessité de maintenir (ou de reconstruire) la solidarité interprofessionnelle. Non, il n'y a pas de conscience de holding, ni de conscience européenne, alors que tous les problèmes sont transnationaux et mondiaux. L'étape actuelle de la lutte syndicale est difficile. La négociation entre interlocuteurs sociaux, je la vois comme une collaboration conflictuelle car les intérêts sont conflictuels. Quant au relais politique, j'y suis très attentif, devait dire Debunne, qui a souhaité que les élections européennes de 89 débouchent sur un parlement plus orienté à gauche.

L'inquiétude devant le déséquilibre entre une droite offensive et une gauche en désarroi s'est aussi exprimée par d'autres voix au cours du débat: pourquoi pas un projet de société alternatif, porté par les syndicats, a-t-il été demandé. Comment concevoir des initiatives industrielles publiques? Et surtout comment alerter et mobiliser le monde du travail et l'ensemble de l'opinion progressiste pour affronter les défis de 1992?

(*) Voir dans les CM N° 159 le dossier «La Générale après le raid»:

- quelle perestroïka pour la Générale, de J.Nagels.
- la Générale et les media, de R.Lewin
- lettre ouverte de Louis Van Geyt.
- déclaration commune FGTB/CSC.



un colloque est-ouest d'un type nouveau

étudier la thématique des relations économiques est-ouest sous l'angle de leurs implications pour le monde du travail, tel a été l'objectif commun à l'institut de sociologie de l'ulb et à l'institut d'études européennes. le colloque qu'ils ont organisé à bruxelles a eu lieu les 26 et 27 mai derniers. l'originalité de l'approche, le pluralisme des participations, l'intérêt soulevé par ce colloque est-ouest d'un type nouveau justifient, pensons-nous, de faire le point à ce sujet avec jacques nagels. président du centre d'études de la planification et du développement de l'institut de sociologie, j. nagels a été le maître d'œuvre de colloque, et pascal delwit le coordinateur scientifique de l'entreprise.

1ère question

Quand on prend connaissance des documents du colloque, une interrogation surgit d'emblée : pareille initiative eût-elle été possible il y a cinq ans ? Le fait que le commissaire européen Willy De Clercq ait acté d'entrée de jeu l'interdépendance des pays européens n'est-il pas le signe d'une évolution récente, sans laquelle votre initiative risquait de rester confidentielle ?

L'organisation d'un tel colloque aurait certainement été impossible il y a seulement quelques années et ce pour plusieurs raisons. D'abord, parce que nous nous situons au début des années 80 dans un contexte de relations Est-Ouest extrêmement tendues tant au niveau politique qu'au niveau économique. L'invasion soviétique en Afghanistan, les événements de Pologne, le durcissement de l'administration américaine après l'élection de R. Reagan à la présidence ont à la fois contribué à la détérioration des relations politiques et diplomatiques et l'ont en même temps révélée. Des événements comme l'épisode de Pégard en Belgique ou du Gazoduc en France ont mis en relief ce climat.

Sur le plan des échanges économiques et commerciaux, la détérioration a été très sensible également. Le niveau d'endettement des pays de l'Est a commencé à les inquiéter très sérieusement ainsi que... les banques occidentales. Les demandes de rééchelonnement de la Pologne et de la Roumanie ont d'ailleurs hypothéqué pour la première fois la solvabilité des régimes socialistes et donc les conditions d'accès aux crédits. Les relations commerciales, quant à elles, subissent un renversement de tendance très marqué. Après la croissance importante de la fin des années 60 et des années 70, le chiffre d'affaires des relations commerciales Est-Ouest — particulièrement au niveau européen, principalement concerné par ces relations — commence à stagner et régresser de manière très significative. En bref, une situation qui ne favorisait certainement pas le dialogue ou des rencontres.

Heureusement cette situation va évoluer vers une détente et un « réchauffement » des relations. La concrétisation et l'empreinte la plus visible est certainement l'accord sur le démantèlement des missiles à moyenne portée installés en Europe de décembre 87.

Parmi les facteurs qui ont favorisé et permis ces changements, nous retiendrons certainement les modifications importantes intervenues en URSS et dans certains pays de l'Est depuis trois ans, une volonté de la CEE de plus s'affirmer politiquement dans le concert des relations internationales, le retour à un niveau d'endettement « supportable » à l'Est mais parallèlement l'affirmation de nécessaires changements dans leurs économies, la volonté de firmes et pays occidentaux de relancer les relations économiques et commerciales vers les pays et marchés d'Europe de l'Est.

C'est sans aucun doute dans ce cadre général qu'il faut replacer les idées sur l'interdépendance entre pays européens ou encore sur la « maison commune européenne », idées soulignées et diffusées tant à l'Est qu'à l'Ouest. C'est dans cette optique aussi, que se multiplient les rencontres et déclara-

tions (*) importantes examinant et recherchant les voies pratiques d'améliorations des relations économiques et commerciales entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est. L'accord de reconnaissance mutuelle entre la CEE et le CAEM qui vient d'être signé de même que la reconnaissance bilatérale de chaque pays membre du CAEM avec la CEE institutionnalise certainement le chemin déjà parcouru en la matière.

2ème question

Vous avez dit dans votre contribution au colloque que le monde du travail est un acteur important du développement des relations Est-Ouest. L'est-il toujours? L'est-il de la même manière à l'Est et à l'Ouest?

Le monde du travail peut certainement être un acteur essentiel dans ce processus. Il a certainement à y gagner à des niveaux différents à l'Est et à l'Ouest. Cela n'empêche qu'il n'y a aucun lien mécanique entre cet «inté-rêt» et son action. Cela n'exclut pas non plus certaines contradictions à prendre en compte et à analyser. Gérard De Bernis, professeur à l'Université de Grenoble en a soulevé quelques-unes: des groupes industriels qui licencient à l'Ouest et investissent à l'Est (le cas du groupe Thomson a été évoqué). De même, certains groupes qui préfèrent importer certains produits moins chers en provenance des pays socialistes et ne plus les produire en Europe occidentale,... Il paraît clair à cet égard qu'on ne saura attirer l'attention du monde du travail sur l'importance des échanges Est-Ouest sans réfléchir à ces problèmes d'une part, sans en souligner les potentialités d'autre part — maintien et développement de l'emploi, harmonisation de certains procès et de certaines conditions de travail, échange d'expériences,...

Dans cette optique, les organisations syndicales doivent investir ce créneau. Le parcours à accomplir est sans aucun doute différent à l'Est et à l'Ouest. A l'Est, les organisations syndicales doivent (re)trouver une partie essentielle de leurs fonctions: défense et intervention des travailleurs dans la vie économique et sociale. Elles ne peuvent plus se contenter de constituer une courroie de transmission et d'amortissement des pouvoirs publics vers le monde du travail. A l'Ouest, les organisations syndicales ont certainement à dépasser le champ d'action du social dans lequel elles se sont et on les a confinées jusqu'à présent, laissant comme l'a souligné J.C. Vandermeeren «l'économique au patronat». Il y va donc, dans une perspective globale, de leur capacité d'intégration et d'action dans la sphère économique.

Tant à l'Est qu'à l'Ouest, ces deux évolutions ne sont pas évidentes. Elles supposent de sérieuses modifications voire des bouleversements dans un ensemble de schémas de réflexions et d'actions utiles et efficaces en de nombreuses circonstances passées. Leur capacité d'intervention dans les relations politiques et économiques Est-Ouest sera un révélateur des évolutions accomplies ou non.

3ème question

Quelles sont les idées-forces, les convergences qui se sont dégagées du colloque, au travers de contributions aussi

«œcuméniques» que celles de J.C. Vandermeeren, Ignace Lindemans, de syndicalistes soviétique, hongrois, italien, yougoslave... ?

Disons avant tout que beaucoup ont souligné l'intérêt et l'importance du Colloque du point de vue de la rencontre multilatérale entre syndicats de l'Est et de l'Ouest d'une part, par rapport à l'apport que peut avoir le monde du travail et ses organisations représentatives sur le domaine abordé, d'autre part. Mais parallèlement à cela et parce que c'était une première avec toutes les hésitations que cela suppose, il a aussi été souligné la nécessité que ce colloque ne soit qu'une étape en la matière.

Les premières idées forces que l'on peut dans ces conditions dégager sont encore timides et très générales.

- L'intérêt capital de la détente dans les relations internationales pour le développement économique de chaque pays, pour l'accroissement de la coopération et des relations à tous les échelons et dans différents domaines a été maintes fois rappelé, de même que le rôle que devraient pouvoir jouer les organisations syndicales dans cette optique.

- La nature des échanges commerciaux et économiques Est-Ouest au niveau européen a suscité de nombreuses convergences; à ce titre les concepts d'interdépendance, de relations complémentaires ou mutuellement avantageuses ont été approchés: un marché relativement stable à l'Est pour les entreprises occidentales; marché exportateur de technologies de pointe à l'Ouest pour les pays de l'Est. Le développement des joint-ventures (entreprises mixtes) et ses apports dans cet échange réciproque a paru très prometteur à de nombreux délégués d'autant plus qu'il laisse entrevoir de plus grandes possibilités de coopérations au niveau du monde du travail également (standardisation de certaines normes, échanges d'expériences, harmonisation de conditions de travail,...).

- Enfin, au delà de la problématique du colloque, la nécessité de transformations des organisations syndicales a été (prudemment) soulevée chez les interlocuteurs de l'Est et de l'Ouest.

4ème question

Quelles divergences importantes avez-vous observées ?

On a retrouvé les divergences «classiques» d'interprétations des problèmes relatifs au commerce Est-Ouest. De nombreux interlocuteurs de l'Est ont mis en avant les restrictions de la CEE à l'importation des produits de l'Est: lois anti-dumping, quotas,..., les conditions difficiles d'accès aux crédits, les restrictions dues au COCOM,... De nombreux interlocuteurs occidentaux ont quant à eux souligné les entraves à l'Est: la faiblesse du panier des exportations, la faible qualité des produits exportés, les problèmes de délais de livraison, le prix des marchandises exportées, la difficulté d'avoir des interlocuteurs stables ou encore la longueur des négociations. Il s'agit là de deux schémas

d'argumentation relativement connus et énoncés lorsque cette problématique est abordée.

D'autres divergences ont été exprimées sur l'intérêt de certaines formes d'échanges Est-Ouest. Ainsi, le problème des échanges compensés, dont certains orateurs ont souligné l'importance étant donné qu'il ne mobilise pas de devises convertibles pour l'Est mais à propos duquel d'autres, en particulier Willy De Clercq, ont insisté sur l'aspect très néfaste qu'il occasionnait pour les PME qui ne peuvent assumer ce type de transactions commerciales.

Enfin, des appréciations différentes ont été portées sur la nécessité d'évolution des organisations syndicales et sur le degré de transformation à accomplir.

5ème question

Les organisateurs du colloque envisagent-ils dès à présent une suite à la rencontre de mai? En d'autres termes, quelles perspectives a-t-il ouvertes?

En ce qui concerne un prolongement direct du Colloque, nous pensons dans un premier temps réaliser une publication sur base de ses travaux.

D'autre part, le Centre d'étude de la planification et du développement continuera pour sa part à effectuer des recherches sur la question des relations Est-Ouest et plus spécifiquement sur l'imbrication du monde du travail dans ces échanges. Le projet vers lequel nous nous dirigeons est d'élaborer certains dossiers concrets sur cette problématique large. C'est ainsi que nous envisageons dans un délai relativement rapproché d'étudier une entreprise mixte à travers tous ses aspects sociaux à l'Est et à l'Ouest, d'examiner, relever, et analyser les éléments qui concernent la vie quotidienne de l'entreprise et de la vie des travailleurs.

Enfin, nous espérons que cette initiative aura donné des idées à d'autres et qu'elle aura des prolongements en d'autres lieux.



Le général mène campagne.



voici, à la veille du plébiscite décidé par Pinochet, une étude sur les forces armées chiliennes, qui apporte un éclairage nouveau sur la dictature militaire mise en place il y a déjà quinze ans.

L'auteur, Eric Venturini, est un journaliste français qui a effectué de nombreux séjours en Amérique latine et singulièrement au Chili. Il étudie l'évolution de l'idéologie, de la fonction et du pouvoir des forces armées chiliennes.

des militaires très politiques

eric venturini

Ce 11 septembre, le général Augusto Pinochet Ugarte, fête ses quinze années de règne. Comme pour marquer avec encore plus d'éclat cet anniversaire, le régime militaire a annoncé que, conformément aux dispositions transitoires prévues par la Constitution qu'il a introduite en 1980, un plébiscite sera organisé en ce printemps austral. Un plébiscite censé confirmer aux commandes du pays le candidat à la présidence de la république, que choisiront les commandants en chef des quatre armes composant les Forces armées chiliennes (Armée de terre, Carabiniers, Marine, Aviation). Nul doute que les suffrages de ces hiérarques se porteront sur un certain... Augusto Pinochet.

L'opposition chilienne, de certains secteurs de la droite au Parti communiste du Chili, se mobilise pour le «No». Elle espère, ou tout du moins certaines de ses composantes espèrent, défaire dans les urnes un pouvoir dont le talon de fer marque le Chili, sans faiblesse ni ménagement, depuis trois lustres. Quant aux militaires, ils entendent, au delà de leurs divergences sur lesquelles nous reviendrons plus bas, institutionnaliser par ce scrutin, leur régime, issu d'un sanglant coup d'Etat. Un même événement, deux objectifs diamétralement opposés, tellement contradictoires que le résultat final pourrait bien être l'annulation pure et simple du scrutin, si Augusto Pinochet estime qu'il risque de ne pas remporter la victoire.

Ici et là, on compare déjà ce Chili aux Philippines de Marcos au crépuscule. Comparaison hâtive, car le régime militaire n'est pas aux abois, sa force demeure au moins égale à celle des oppositions chiliennes. Avec ce projet de plébiscite, Pinochet a marqué le terrain où il entendait que se déroule la bataille. Les oppositions, les unes après les autres, ont accepté ce champ-clos. Inutile de disserter plus longuement, de citer maints penseurs stratégiques pour montrer à quel point, c'est encore et toujours, la dictature qui fixe les règles du jeu. Cette réalité opiniâtre, doit rendre lucide sur les réelles possibilités des oppositions chiliennes. N'oublions pas que l'affrontement n'est pas imposé à Pinochet, mais voulu et orchestré par lui pour élargir la base de son pouvoir. Un affrontement qu'il peut à tout moment reporter.

Dire ceci, c'est constater la vigueur d'une dictature — la plus âgée d'Amérique latine après celle d'Alfredo Stroessner au Paraguay — la force de son dessein politique, sa capacité à se projeter dans l'avenir. Une certaine tradition de gauche, qui ne voit dans les militaires que des brutes sanguinaires et imbéciles, a contribué à masquer ces faits. Dans le cas du Chili, la rhétorique sur les «généraux aux lunettes noires» s'est avérée incapable d'expliquer comment ces hommes ont pu, durant quinze ans au moins, développer un projet politique durable et vigoureux. Cette rhétorique était d'autant plus violemment indigente qu'elle succédait — par la force des événements — à

un autre train de clichés, rassurants du temps du gouvernement du président Salvador Allende, sur le «loyalisme des Forces armées chiliennes», à l'inverse de leurs sœurs des autres pays du continent latinoaméricain.

Les lieux communs ont succédé aux lieux communs. Pinochet, lui, a gouverné.

Il convient donc de regarder les Forces armées chiliennes comme ce qu'elles sont, des acteurs du jeu politique et social, des acteurs brutaux mais intelligents. Outre-Atlantique, des chercheurs chiliens ont déjà eu le courage de porter ce regard lucide. C'est le cas d'Augusto Varas et Genaro Arriagada Herrera dont les travaux font autorité et auxquels cet article doit beaucoup. En France, les importantes contributions d'Alain Rouquié sur cette question, demeurent encore trop solitaires.

Quant à nous, nous nous bornerons ici à tenter de répondre brièvement à quelques questions: quels sont les grands traits du projet et de la pratique politiques du régime militaire? Quelles en sont les racines dans l'histoire des Forces armées chiliennes? Poser ces problèmes, revient évidemment à renvoyer au musée des stupidités historiques, toutes les divagations sur l'imbécillité congénitale de l'institution militaire ou sur le «loyalisme» du soldat chilien.

I. L'irruption politique des forces armées chiliennes. Racines historiques

Lorsque le 11 septembre 1973, les putschistes dirigés par le commandant en chef de l'armée de terre, le général Augusto Pinochet, donnent l'assaut au palais présidentiel de la Moneda, ils consacrent une rupture. Rupture, évidemment de l'expérience du gouvernement d'Unité populaire. Rupture, apparente du moins, d'une période de 41 ans au cours de laquelle, l'armée avait laissé les civils gérer le Chili. 41 ans, c'est beaucoup pour une opinion nationale, et encore plus internationale, prompte à transformer les attitudes historiquement datées en lois d'airain. Rupture apparente disions-nous, car les Forces armées chiliennes n'ont jamais délaissé la politique. Plus, cette politisation des casernes s'accélère au fil du siècle. Le 11 septembre, on se demande pourquoi l'armée intervient pour renverser Allende. La vraie question, la voici: pourquoi n'intervint-elle pas plus tôt?

Une armée politique? Sans doute, mais au sens fort. A savoir, une institution intimement liée à l'ordre social et politique qui a guidé ses premiers pas et auquel elle restera fidèle jusqu'aux ultimes conséquences.

Ces traits caractéristiques se dessinent à la fin du siècle dernier. Et c'est la Guerre du Pacifique (1879-1883) qui enclenche le processus donnant naissance à l'armée chilienne moderne. Dans ce conflit qui l'oppose au Pérou et à la Bolivie (soutenus par des sociétés françaises), le Chili (appuyé par des compagnies britanniques) remporte d'importants succès militaires débouchant à sa frontière nord sur la conquête de vastes territoires appartenant aupara-

vant à ses ennemis. Des territoires riches en nitrates... Mais en dépit de la victoire, l'affrontement a mis le doigt sur la vétusté des institutions militaires chiliennes.

Rapidement, les dirigeants du pays s'emploient donc à remédier à cette situation en demandant des appuis étrangers. Certes, la Grande-Bretagne soutient ce Chili qu'elle maintient fermement dans sa zone d'influence économique. Mais le prestige des armes britanniques n'est pas suffisant pour satisfaire les dirigeants santiaguins. Depuis Sedan en 1870, l'armée prussienne (devenue allemande en 1871) a acquis la réputation d'être la plus redoutable machine de guerre au monde. C'est donc vers l'Allemagne que l'on se tourne. Le président Domingo Santa María charge Guillermo Matta, chef de la mission diplomatique chilienne à Berlin, d'engager un officier impérial comme conseiller militaire. Le choix du diplomate se porte d'abord sur le major Clemens Meckl. Mais celui-ci refuse, car il part servir sous la bannière de l'Empire du Soleil-Levant ! A défaut, Matta s'adresse au capitaine Emil Körner, camarade de promotion de Hindenburg et Meckl, à l'Académie de Guerre de Berlin.

En arrivant au Chili, Körner constate l'ampleur de la besogne à accomplir car, comme le rappelle un officier supérieur chilien dans ses souvenirs : « ce que trouvèrent ici les Allemands, ce n'était ni plus ni moins que l'armée qui livra les batailles de notre indépendance. » (1). Körner s'attache donc à moderniser cet outil vétuste, notamment en suscitant en 1886 la création de l'Académie de Guerre, première du genre en Amérique latine.

En 1891, la courte guerre civile qui oppose les congressistes au Président de la république interrompt quelque peu les travaux de Körner. Alors que la majorité de l'armée de terre prend fait et cause pour le Premier magistrat, lui se range du côté des parlementaires. Non par idéal politique, mais plutôt parce que le Congrès semble plus réceptif à ses thèses.

La victoire congressiste favorise Körner qui devient brigadier-général de l'Armée du Chili, chef de l'Etat-major général, professeur de tactique et géographie à l'Académie de Guerre. Les jeunes chefs qui, avec lui, ont défendu par les armes le camp du Congrès, deviennent vite les principaux soutiens de cette « prussianisation » qui, sous ses auspices, commence à prendre forme. En 1894, il retourne en Allemagne, d'où il ramène 36 officiers allemands, deux Suédois, un Danois, un Britannique, qui avec lui forment désormais une véritable mission militaire. En 1897, un nouveau corps de 27 officiers les remplace, certains d'entre eux demeurant plus d'une décennie au Chili. Dans l'autre sens, des Chiliens font le voyage jusqu'à l'Académie de Charlottenburg, servent même dans les rangs de la Garde Impériale.

A partir de 1906, débute la troisième étape de la « prussianisation ». Sous la férule d'officiers chiliens qui ne jurent plus que par ce qui se fait en Allemagne, se met en place une réforme calquant les structures militaires du pays sur celles fonctionnant dans le Reich. Ces excès de mimétisme, qui débouchent même sur l'adoption du casque allemand, tendent à transformer l'armée chilienne en copie créole de l'armée impériale. Ce dérapage se voit interrompu

en 1914: les conseillers germaniques doivent repartir et en 1919, le Traité de Versailles interdira à la République de Weimar d'entretenir des missions militaires à l'étranger.

Trente années de «prussianisation» marquent décisivement les Forces armées chiliennes. La première conséquence en est un professionalisme accru, qui au fil des ans, exempte l'institution militaire des penchants claniques servant jusqu'alors d'immuable trame à la plupart des armées latino-américaines. En matière de sérieux professionnel, l'armée chilienne s'emploie à imiter la «compétence» de son modèle germanique. Et comme l'armée impériale forgée par Von Moltke, elle se mue peu à peu en l'une des ailes d'un Etat chaque jour plus présent et plus efficace.

Bureaucratie armée, elle n'a plus grand-chose à voir avec les bataillons plus ou moins disciplinés des guerres d'Indépendance: «La Force publique, formée constitutionnellement par l'armée, la marine, les forces aériennes et la gendarmerie, représente l'organisation que l'Etat s'est donnée pour la défense de son intégrité physique et morale et de son identité historico-culturelle»; ce «Décret-loi N°1» promulgué par la Junte qui prend le pouvoir le 11 septembre 1973, résume l'image que, depuis la prussianisation, les militaires chiliens ont d'eux-mêmes. L'image du bras séculier d'un Etat né d'un consensus au centre bâti autour de la moyenne bourgeoisie, méfiant à l'égard des classes populaires.

Du modèle prussien, l'armée chilienne hérite également l'antisocialisme, très fort dans le corps des officiers allemands confrontés jusqu'en 1914 à la montée du SPD. Au Chili, les groupes socialistes qui apparaissent font de l'antimilitarisme, de la lutte pour la paix, l'un des points forts de leurs prises de position. Dès 1897, l'*Union socialista* réclame, dans l'article 23 de son programme politique: «la suppression du militarisme, sur la base du désarmement général». Et l'année suivante, le Parti socialiste chilien, à peine sorti du berceau, attaque violemment le premier projet de loi visant à introduire le service militaire obligatoire (la conscription apparaîtra finalement en 1900). Ces attaques, (on en trouvera de similaires du côté anarchiste), fleuriront au sein du mouvement ouvrier chilien. Logiquement, elles rencontreront de fermes réponses de la part d'officiers «sensibilisés» de longue date au «péril rouge» par leurs maîtres prussiens.

Ces réponses, qui plongent donc les Forces armées dans la bataille politique, s'organisent autour de plusieurs thèmes. D'abord par la justification de la guerre: «La guerre n'est pas un fait social, affirme le capitaine F. Galdamez Laestra en 1909, c'est une loi naturelle, une condition physiologique de l'Humanité» (2). Lorsqu'en 1912, le Parti socialiste chilien stabilise son existence, il ne tarde pas à voir les intellectuels de l'armée croiser le fer avec ses thèses. Ces paladins de la plume s'emploient alors — et surtout après 1920 — à dénoncer la nocivité du credo socialiste puis communiste.

Le 5 avril 1921 naît la revue *La Bandera*, créée et confectionnée par l'Etat-major général à l'intention des grandes masses militaires (alors que le *Memorial del Ejercito de Chile* s'adresse plus volontiers aux cadres). Dès lors, ses pages s'emplissent de libelles antimarxistes. *La Bandera* dénonce les agitateurs

sociaux aux yeux des soldats mais aussi de tous les citoyens : « Ne les écoute pas, soldat, peut-on lire dans le numéro du 15 décembre 1922, ils ignorent l'amour de la Patrie... N'emploie pas tes moments de loisirs à visiter les centres ou les sociétés révolutionnaires, non!... Ne crois pas le révolutionnaire qui avec ses mauvaises idées, te fera perdre ta dignité d'homme et de bon citoyen ».

Attaques aussi contre l'Union soviétique: les articles comme « La Peur Rouge en Russie », « La Dictature des Soviétiques est la pire des Tyrannies », « Les Horreurs de la Russie Bolchévique », « L'Enfer de Moscou », se multiplient dans les colonnes de *La Bandera*. Ces parties de bras-de-fer idéologiques prennent parfois un tour des plus vifs. Comme en mai 1921, lorsqu'une violente polémique oppose *Claridad*, la revue de la Fédération des Etudiants du Chili (EECH), à *La Bandera* qui, prenant le parti d'un anti-intellectualisme fort répandu dans les cercles militaires, qualifie les étudiants syndiqués de « couards », « hommes sans conscience ni patriotisme », « ratés » etc.

Contre le mouvement ouvrier, les Forces armées ne se contentent pas de condamnations théoriques. En 1903, l'Etat fait appel aux armes pour mater une grève dans le grand port de Valparaiso, et recommence à Santiago en 1905. En 1907, la troupe réprime une grève des travailleurs du salpêtre, à Santa Maria de Iquique: 2.000 morts jonchent la « pampa salitrera ». Puis c'est à l'extrême-sud, à Punta Arenas, que les fusils parlent en 1920. A la Coruña en 1925, 3.000 morts soldent un mouvement revendicatif ouvrier violemment brisé par les soldats.

Comment parler après cela d'une armée neutre? En 1924, cette institution, dont on prétendra plus tard « qu'elle ne fait pas de politique », prend le pouvoir. Au très conservateur général Luis Altamirano, succède l'année suivante le colonel Carlos Ibanez Del Campo, plus moderniste, qui redonne vite les commandes aux civils après avoir fait promulguer une constitution présidentielle. En 1927, Ibanez Del Campo devient président de la République au terme d'une élection à laquelle il est le seul à participer.

Ibanez Del Campo instaure un régime autoritaire et modernisateur, découlant directement de certaines positions « ni gauche ni droite » qui ont fait quelques adeptes au sein de l'armée. Serviteurs de l'Etat, ils se vivent au-dessus de la mêlée, gardiens d'un Ordre qu'il faut préserver, et parfois même régénérer: « Inspirons-nous d'un socialisme juste, écrivait le major Rafael Pizarro, dès décembre 1923 dans *La Bandera*, de celui qui recherche une égalité sociale plus harmonieuse, qui, sans gommer toutes les traditions de la propriété privée, de la richesse, appelle une intervention de l'Etat afin que celui-ci assure la vie, la tranquillité et le bien-être de l'ouvrier ».

L'expérience moderniste d'Ibanez Del Campo sombrera en 1931 dans les tourbillons engendrés par la grande dépression. Mais durant encore une décennie, les militaires surveillent de près les combats politiques marqués par la montée du fascisme, l'éphémère succès du Front populaire aux élections de 1938, avant une nouvelle victoire des forces de gauche en 1946.

L'après-Seconde Guerre Mondiale contribue à accentuer la politisation de l'armée. La montée de la guerre froide renforce parmi les officiers les tendances les plus anticommunistes. Dans les débats idéologiques, si les penchants germanophiles se portent de plus en plus mal, c'est pourtant une école de pensée d'origine allemande et largement pillée par les nationaux-socialistes, qui tient le haut du pavé. Dans l'armée chilienne comme ailleurs en Amérique latine, les années quarante voient se populariser la géopolitique, dont l'un des papes, Hausshofer, marcha aux côtés des nazis. Inspirée pour une part de «darwinisme social», elle assimile les Etats à des êtres vivants. Cette «biologie étatique» sert au Troisième Reich de justification «naturelle» à ses conquêtes.

Si quelques allusions à la géopolitique apparaissent dès 1940 dans le *Memorial del Ejercito de Chile*, il faut attendre 1943 pour y voir apparaître un premier effort de synthèse. En fait, il s'agit d'une traduction d'un article de Joseph Thorndike publiée initialement par le magazine nord-américain *Life* le 21 décembre 1942. Le but de l'auteur: «dénazifier» la géopolitique, pour en tirer les éléments scientifiquement utilisables. Cet article reçut un accueil favorable dans les cercles militaires chiliens. Avant tout parce que ceux-ci maintiennent une vision «satisfaite» de leur rôle dans l'histoire nationale. L'armée chilienne n'a en effet jamais mordu la poussière, et a largement contribué à étendre le territoire national, vers le Nord aux dépens des voisins péruviens et boliviens, vers le Sud par les guerres indiennes. Cette institution trouve donc dans la géopolitique les justifications à sa contribution à l'expansionnisme chilien de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Un homme se chargera de diffuser parmi ses compagnons d'armes les thèses géopolitiques: le lieutenant-colonel Humberto Medina Parker. Ses nombreuses contributions convainquent l'état-major. Et en 1948, c'est le général Ramon Canas Montalva, commandant en chef de l'armée qui publie dans la *Revista geográfica de Chile*, puis dans le *Memorial del Ejercito de Chile* (3), ses réflexions sur le profil géopolitique du pays: «A l'ère de la Méditerranée et à l'ère de l'Atlantique, succède l'ère du Pacifique» écrit-il de manière prémonitoire. Et dans cette ère du Pacifique, l'Etat chilien jouera selon lui un rôle décisif car il possède les «véritables clés» du secteur avec les détroits de Magellan et de Drake et son ouverture sur l'Antarctique. Canas Montalva ne se prive pas de mettre l'accent sur l'importance de tels éléments en cas de conflit mondial entre l'Occident et l'Union soviétique.

Utiliser à plein ces atouts, autrement dit, jouer de manière optimale le rôle géopolitique que semble lui conférer l'histoire, cela ne peut plus se traduire pour l'Etat chilien par d'hypothétiques conquêtes de territoires. Au contraire, il s'agit de conquérir l'intérieur, de contrôler les hommes. Et en cela, les Forces armées verront leur rôle s'accroître inexorablement.

Dans la situation de conflit mondial larvé qui s'impose à la fin des années quarante, les militaires se voient de plus en plus impliqués dans le maintien de l'ordre interne, perçu comme le champ de bataille véritable où se présente l'ennemi du moment: le communisme. En 1947 et 1948, alors que le Parti communiste chilien est déclaré illégal, l'armée reçoit la faculté de décréter l'état de siège et l'état d'urgence dans certaines régions pour maintenir l'ordre.

En 1960, comme pour consacrer la « policialisation » croissante de l'armée, apparaît le Conseil supérieur de sécurité nationale, mélangeant les tâches de sécurité interne et externe. Suivant la même logique, les diverses branches des Forces armées héritent d'activités normalement dévolues aux civils : en 1946, l'armée entre au Bureau météorologique du Chili, en 1948 l'Ecole de la marine marchande et l'Ecole navale fusionnent, les Forces armées pénétrant en 1956 à la Commission chilienne des frontières, à la Commission Antarctique en 1958, à la Commission chilienne de l'énergie nucléaire en 1965. L'institution militaire met également le pied dans l'économie par la création des chantiers navals ASMAR, de l'entreprise portuaire ENPREMAR. On pourrait multiplier les exemples de cette confusion des tâches; en 1968 l'Etat chilien va jusqu'à mettre son Département des sports et des loisirs sous tutelle militaire!

Clairement, il s'agit d'impliquer toujours plus les Forces armées dans la défense d'un Etat reposant sur des compromis passés au début du siècle et dont les failles apparaissent chaque jour un peu plus. Si la géopolitique fournit le canevas stratégique de cette bataille de l'intérieur, les outils tactiques viennent eux des Etats-Unis.

Après la prussianisation du tournant des deux siècles, l'influence croissante des Etats-Unis à partir des années cinquante donne sa deuxième marque à l'armée chilienne. L'heure est à la contre-insurrection. Dans les casernes chiliennes comme dans celles des Etats-Unis, on s'imprègne des enseignements de l'« Ecole française » formée par les écrits des généraux Lionel-Martin Chassin, Jacques Allard, Henri Navarre, des colonels Gabriel Bonnet, Charles Lacheroy, Roger Trinquier, Antoine Argoud pour ne citer qu'eux. En tentant de théoriser leurs expériences de combat en Indochine puis en Algérie, ils visent à établir un système de pensée militaire, apte à préparer les officiers occidentaux à la guerre révolutionnaire que le communisme imposerait à l'Occident dans le Tiers Monde.

En s'inspirant de ces préceptes dont les limites apparaîtront pourtant bien vite, les Nord-Américains vont déployer de grands efforts pour préparer les armées du continent à la contre-insurrection.

De 1950 à 1970, 4.374 militaires chiliens passent par les écoles de contre-guérilla de la zone du canal de Panama ou des Etats-Unis. Le général Prats, futur ministre de l'Intérieur du président Allende suivra ainsi un stage à Fort-Leavenworth. En 1965, l'US Army organise même l'ouverture d'une école de Rangers au Chili. Le tout accompagné par des aides considérables : de 1946 à 1972, les Forces armées chiliennes recevront l'équivalent de 169 millions de dollars en fournitures diverses (dont 122 depuis 1962), soit le double des appuis alloués à l'armée argentine.

Les Forces armées chiliennes deviennent donc toujours plus un outil de répression intérieure. Au moment où les tensions qui secouent la société chilienne s'accroissent. Avec l'élection en 1964 du démocrate-chrétien Eduardo Frei à la présidence de la république, commence le début de la fin. Son objectif politique vise à encadrer les classes populaires dont les revendications s'accroissent inexorablement, avant qu'elles ne basculent dans les bras de

la gauche. Mener à bien un tel programme, cela suppose des dépenses sociales importantes, pour améliorer les conditions de vie dans les banlieues, lutter contre l'analphabétisme ou la mortalité infantile. Des choix budgétaires drastiques s'imposent, notamment au détriment des dotations militaires.

Ces arbitrages se tranchent d'autant plus facilement que Frei entérine les orientations contre-insurrectionnelles imposées à l'armée par les Etats-Unis. Or la contre-insurrection nécessite peu d'investissements spectaculaires en équipement lourds. En résumé, sous la double action de choix stratégiques parachutés de l'étranger et d'inévitables dépenses sociales, les Forces armées chiliennes voient leur statut social se dégrader tout au long des années soixante, au moment même où des classes sociales étrangères aux compromis sur lesquels repose l'Etat, frappent à la porte du pouvoir. Tous les ingrédients de l'explosion militaire se trouvent ainsi réunis, restait à trouver le détonateur.

II. Forces armées et unité populaire, l'affrontement inévitable

Nous nous abstenons de livrer ici une nième tentative d'analyse du coup d'Etat. Plus modestement, nous essaierons de déterminer quels furent les principaux éléments qui amenèrent les Forces armées à prendre la tête du combat qui déboucha sur la défaite politique de la gauche.

En octobre 1969, le régiment de Tacna, sous les ordres du général Viaux, connu pour ses solides opinions de droite, se soulève pour protester contre la dégradation du budget militaire, la maigreur des soldes, le mépris supposé du gouvernement démocrate-chrétien à l'égard de l'institution armée. La rébellion, qui entre dans l'histoire sous le nom de « Tacnazo », n'émeut pas la classe politique qui y voit une sorte de grève militaire. Le parti socialiste va même jusqu'à appuyer les revendications des mutins. En fait, rares sont à l'époque ceux qui y lisent la première et brutale manifestation des soubresauts qui secouent les fondations des Forces armées, menacées par la déprofessionnalisation et l'érosion de leur place sociale. Parmi ces lucides observateurs figure le général Prats qui affirme dans ses mémoires : « les pensées de ceux qui étaient dans le Tacna étaient similaires à celles de ceux qui étaient dehors » (4).

Un an plus tard, alors que les électeurs chiliens viennent de donner la victoire au candidat de l'Unité populaire Salvador Allende, le général Viaux franchit, dans le sang, le Rubicon. Avec l'appui du général Valenzuela et de la CIA, il fait assassiner le général Schneider, commandant en chef de l'armée, coupable à ses yeux de vouloir accepter le verdict des urnes. Le crime décide le Congrès à proclamer Allende Président de la république. Et le cercueil de Schneider, transformé en « arche d'alliance » du constitutionnalisme, selon les mots d'Alian Rouquié (5) sera porté au tombeau sur les épaules d'Eduardo Frei et de Salvador Allende. Le général Prats succède à Schneider à la tête de l'armée. L'appuient des hommes comme les généraux Bachelet, Poblete, Sepulveda, l'amiral Montero. Ils s'efforcent de maintenir dans le rang les frères des colonels et des capitaines formés à l'école de la contre-insurrection. Chez Prats et ses soutiens, le choix loyaliste se trouve renforcé par les espoirs de modernisation qu'ils fondent sur le gouvernement Allende.

Celui-ci a bien compris le problème de la «déprofessionalisation» des militaires et s'efforce d'y porter remède : en augmentant les soldes et les crédits militaires et plus largement en proposant une autre perspective géopolitique : à la contre-insurrection, il oppose la défense de la «souveraineté géo-économique». Sans grand succès. D'autant que les Etats-Unis, qui coupent les vivres à Allende, augmentent l'aide à l'armée : 800.000 \$ en 1970, 5,7 millions \$ en 1971, 10,9 millions \$ en 1972!

Certes, en octobre 1972, la première grève des camionneurs rapproche quelque peu les Forces armées du gouvernement car alors, c'est la droite qui apparaît comme la mère des désordres. Trois généraux d'active entrent au cabinet. Nommé ministre de l'intérieur, Prats devient ainsi le numéro deux du gouvernement.

Mais la droite travaille l'armée au corps, pour convaincre les officiers que le pouvoir d'Allende est illégitime. Le 22 août 1973, la Chambre vote une motion affirmant que le gouvernement s'est placé dans l'illégalité en encourageant les «pouvoirs parallèles», terme occulte désignant en fait les initiatives aussi irresponsables qu'infructueuses des groupes d'extrême-gauche comme le MIR et certains secteurs du parti socialiste pour «accélérer le processus révolutionnaire».

Au conseil des généraux, Prats se retrouve mis en minorité, démissionne du cabinet et du commandement en chef.

Celui qui le remplace a pour nom Augusto Pinochet Ugarte. Jusqu'alors, le principal trait saillant de cet obscur général est qu'il occupa la chaire de géopolitique à l'Académie de Guerre. En 1968, il avait même publié un livre intitulé «*Geopolíticas, Diferentes etapas para el estudio de los estados*» où il dissertait sur la nature de l'Etat «considéré comme une superpersonne et la forme la plus élevée de la conscience sociale» (6). Il introduisait également une définition intéressante du «pouvoir national» éclairant d'un jour décisif les événements qui allaient ensanglanter le Chili cinq années plus tard : «Le pouvoir national, c'est la capacité de l'Etat à organiser la vie sociale, au sens le plus large, afin d'obtenir le meilleur accomplissement des objectifs de l'Etat. Le terme «pouvoir» inclut l'organisation de la population pour dominer l'espace, et la domination de la masse humaine située à l'intérieur des frontières de l'Etat, pour mettre en pratique de manière dynamique, la volonté de l'Etat (...). Le pouvoir interne de l'Etat, l'habilite à adopter les modalités politiques qu'il estime adéquates à la direction, la conduite et l'organisation de la masse humaine dépendant de l'Etat». Tout était dit...

La nomination de Pinochet entérine, au sein des Forces armées, la défaite définitive du camp des «loyalistes-modernistes», déjà minoritaires en octobre 1970. Avec Pinochet, s'installe à la tête de l'armée, et rapidement du front de classes qui s'oppose à Allende, une vision totalitaire d'un Etat, non au-dessus des partis, mais investi d'une mission historique. Une mission à laquelle, nous l'avons vu plus haut, tous les individus doivent se plier. Il s'agit alors de combattre pour empêcher l'arrivée au pouvoir de classes sociales étrangères aux compromis auxquels sont liées les Forces Armées.

Disposant d'un consensus majoritaire alors conjoncturel, cette interprétation de l'histoire rencontre pourtant sur sa route de solides oppositions, y compris dans la caste militaire.

La violence du putsch, son caractère sanglant a frappé les consciences. Des quelque trente mille victimes des premières semaines de répression, l'essentiel a perdu sa vie dans les bidonvilles et les usines par la volonté militaire de faire table rase, de laisser place nette à cet Etat souverain. On sait moins que la répression frappa aussi des uniformes.

Dès le 11 septembre, les putschistes arrêtent le Directeur général des carabiniers et cinq généraux de cette arme, trois généraux de l'armée de terre, deux amiraux et une cinquantaine d'officiers supérieurs. Bachelet est emprisonné et meurt peu après. Le régiment Buin de Santiago refuse de marcher et se révolte, ainsi que l'Ecole des sous-officiers des carabiniers. Contre eux, trois jours durant, on fait donner l'aviation. On estime à 2.000 le nombre de militaires anti-putschistes tués lors de ces combats...

III. Equilibres politiques. De Bonaparte au Caudillo

A la tête de la junte, puis Président de la république, le général Augusto Pinochet jouera trois rôles successifs, celui de Bonaparte, devenant César avant d'enfiler les habits du Caudillo, pour reprendre la grille d'analyse d'Augusto Varas (7).

Précisons d'abord que Pinochet a toujours veillé à rassurer le corporatisme militaire blessé de 1964 à 1973. En un an, de 1973 à 1974, le budget militaire augmente de 30%. En 1985, il dépassera 2 milliards de dollars, avec un traitement privilégié pour l'Armée de terre et les Carabiniers, jugés plus utiles pour la survie du régime, alors que la marine et l'aviation doivent se contenter de parts plus modestes du gâteau.

Le total des effectifs est passé de 1973 à 1982 de 110.000 à 165.000 hommes, le nombre de généraux de 27 à 52!

Le régime s'est efforcé de diversifier ses sources d'approvisionnement en armements, s'adressant toujours plus au Brésil, à l'Espagne, à la France et à la Grande-Bretagne, un peu moins exclusivement aux Etats-Unis. Une florissante industrie militaire s'est développée autour des entreprises d'Etat ASMAR, FAMAE, ENAER et des sociétés privées Cardoen ou Makina.

Cet «arrière» constituant l'une des constances de la politique pinochettiste, il s'avère que la première période qui s'étend jusqu'en 1980, peut-être qualifiée de bonapartiste. En effet, le caractère insurrectionnel du régime demeure. Un régime qui s'appuie sur un front de forces sociales, aux intérêts parfois contradictoires. Les diverses branches des Forces armées elles-mêmes ne s'accordent pas sur tout. Même pas sur la philosophie de leur action. La création en décembre 1974, de l'Académie supérieure de Sécurité nationale, tente à ce propos de boucher cette faille, en cherchant à inculquer des principes idéologiques uniformes au haut-commandement.

De ces contradictions, Pinochet sait tirer profit. «L'équilibre catastrophique», pour reprendre la belle expression d'Augusto Varas, entre les différentes forces qui le soutiennent, fonde un pouvoir qui dure au nom de «l'intérêt collectif». Du haut de sa puissance, il tranche, arbitre les conflits: en débarquant le général Leigh patron de la Force Aérienne du Chili (FACH) en 1978, ou plus récemment lors de la grave crise de 1982-1983, qui voit certains militaires «étatistes» comme les généraux Danus, Frez, Gaston, s'opposer aux civils ultra-libéraux regroupés autour de Sergio de Castro.

Cela contribue grandement à accroître la mainmise directe de Pinochet sur les différents rouages de l'Etat.

Si en 1973, les différentes branches des Forces Armées se répartissent «en tant qu'institutions» les différents secteurs de la gestion gouvernementale (Education, Mines et Relations extérieures à la Marine, Santé, Travail et Transports à la FACH (aviation); Economie, Défense, Intérieur et Travaux publics à l'armée de terre; Justice et Agriculture aux Carabiniers), à partir de 1975, ce sont des «officiers supérieurs-individus» qui gèrent les portefeuilles ministériels. Des hommes qui obéissent donc au chef suprême et non à la hiérarchie de leur arme d'origine. Parallèlement, le poids direct des militaires décroît: en 1973, on dénombre 27% de civils dans le cabinet, ils forment plus de 77% du gouvernement en août 1985.

Le «bonapartisme» initial se transforme en «césarisme» à partir de 1980 à mesure que l'Exécutif incarné par Pinochet tente de se donner l'apparence d'une légitimité, d'une stabilité, en faisant plébisciter la Constitution. Ce tournant de 1980 voit une fois de plus l'astucieux Pinochet «rouler» les classes bourgeoises qui le soutiennent. Celles-ci avaient appelé de leurs vœux le pronunciamiento militaire en espérant qu'une fois le ménage fait, les troupes rentreraient dans leurs casernes pour céder la place aux civils conservateurs. Il n'en fut rien. En 1980, elles souhaitent «codifier» le régime. Mais le texte constitutionnel rédigé par les idéologues pinochétistes tels Jaime Guzman, consacre en fait le pouvoir discrétionnaire du Président de la république!

La montée des oppositions à partir de 1982, amène le régime à évoluer vers le caudillisme. Par là, Pinochet entend remettre son uniforme de général pour devenir «l'homme du destin» que Orlando Saenz appelait de ses vœux dès 1972. Un homme du destin qui doit conquérir une certaine base populaire. Cette évolution sied à certains secteurs conservateurs qui multiplient dans la presse, les comparaisons avec la fin de l'ère franquiste: «l'expérience franquiste s'est bien terminée. Le pays ne s'est pas ruiné, les communistes ont disparu, on respecte les personnes, les idées et la propriété, et il existe une réelle stabilité économique et politique... Au Chili, il pourrait se passer quelque chose d'approchant. Il semble que les militaires dirigés par le président Pinochet, devront se charger de résoudre ce problème... la formule qui commence à me plaire le plus, c'est la démocratie avec Pinochet» (8).

Cette évolution, Pinochet en a balisé les chemins. Sachant ne pas pouvoir compter sur la fidélité sans faille des autres armes, il contrôle étroitement l'armée de terre. Mais son bras séculier le plus sûr a pour nom «Centrale nationale d'informations», une appellation pudique pour la police politique.

Répressive, la dictature le reste sans nul doute: «Nous dénombrons un mort et une dizaine de séquestrations par mois en moyenne, trois menaces de mort par jour» précise Andrés Dominguez, secrétaire exécutif de la Commission chilienne des Droits de l'Homme. Toutefois, il a noté un changement dans la stratégie du pouvoir en 1987: «Nous ne sommes plus dans les premières années d'après le golpe, avec leurs dizaines de tués. Désormais nous avons affaire à une répression plus intelligente, plus sélective». Notamment en s'inspirant des nouvelles thèses de la «guerre de basse intensité», diffusées par les instructeurs nord-américains des écoles de la zone du canal de Panama.

Maintenant, la violence s'en prend essentiellement aux cadres de la contestation, pour neutraliser les hommes les plus capables d'organiser une alternative à l'ordre actuel.

Des lettres de menace de mort parviennent chez des personnalités soutenant l'opposition, des artistes, des exilés rentrés au pays. Des missives anonymes. Le but est clair: renforcer la peur.

Mais pour assurer l'avenir, la dictature sait qu'il faut emporter l'adhésion même passive, de secteurs plus larges de l'opinion chilienne. Le pouvoir d'Augusto Pinochet cherche à se donner une assise dans les milieux populaires. En cette année 1988, qui, comme l'indiquent les affiches officielles, sera «l'année de la décision», les autorités ont choisi d'engager le combat à l'échelon décisif pour la vie des gens: la commune. Convertis en agents d'influence du pouvoir, les maires (désignés), organisent réunions et prises de paroles. Dans les quartiers populaires, ils remettent aux plus pauvres, nourriture, vêtements, voire des maisons. En misant ainsi sur un clientélisme d'autant plus efficace que la situation matérielle des Chiliens est dure, le gouvernement entend élargir sa base sociale, l'étendre à des couches jusqu'ici réputées ennemies de l'État. Afin de construire une «hégémonie», pour reprendre le concept du philosophe communiste italien Antonio Gramsci, dont le nom revient souvent dans les écrits des idéologues officialistes.

«Ce pays est le vôtre. Pour aider à le construire, avec vous, nous sommes des millions». Sur les canaux de télévision, qui ne brillent pas par l'audace de leurs impertinences, les spots publicitaires de la campagne officielle dépeignent un Chili qui avance. Moins d'alcooliques sur les trottoirs, de nids de poules au milieu des routes, plus de crèches et de conduites d'eau...: le tableau s'avère parfois trop idyllique pour être honnête. Mais l'ensemble demeure habile et donc efficace. Plus de 2,5 millions de dollars ont déjà été investis dans cette offensive de charme. Une offensive faite pour gagner.

«L'erreur du marxisme est intrinsèque, et partant de là, globale... Avec lui, il n'y a aucun dialogue, aucune transaction possible» (9).

No comment...

(1) Général Indalecio Téllez «*Recuerdos Militares*» Instituto geografico militar, Santiago 1949.

(2) Capitaine F. Galdámez Laestra. «*El Ejército y la Civilización*»; Revue Memorial del Ejército de Chile, 1909.

(3) Général Ramon Canas Montalva «*Reflexiones geopolíticas sobre el Presente y el Futuro de América y de Chile*». Memorial del Ejército de Chile, novembre 1948, puis janvier 1952.

(4) Général Carlos Prats Gonzales. *Memorias, Testimonio de un soldado*. Pehuen Editores, Santiago 1985, pour l'édition chilienne.

(5) Alain Rouquié. *L'Etat militaire en Amérique latine*. Seuil, Paris 1982.

(6) Général Augusto Pinochet Ugarte. «*Geopolítica, Diferentes etapas para el estudio de los Estados*», Memorial del Ejército de Chile, Biblioteca del Oficial. Santiago 1968.

(7) Augusto Varas, «*Los militares en el poder, Regimen y gobierno militar en Chile 1973-1986*», FLACSO PEHUEN, Santiago, 1987.

(8) Alvaro Bandon. «*En Chile podría ocurrir...*» El Mercurio, 30/10/1986.

(9) Augusto Pinochet Ugarte. «*Discurso en el Tercer Aniversario del Gobierno*». Santiago, 11 septembre 1978.

Voir également le livre de Genaro Arriagada Herrera, «*El pensamiento político de los militares*». Editorial Aconcagua. Santiago 1986 pour la seconde édition.

comment on écrit l'histoire de l'afrique

jacques depelchin

jacques depelchin, de l'université de
berkeley-usa, poursuit ici l'étude dont
la publication avait débuté dans notre
livraison de mai-juin.

l'auteur analyse l'impact des tensions
est-ouest sur la conception et l'écriture
de l'histoire de l'afrique, en particulier
de l'afrique australe.

1. Le discours colonial

La plupart des historiens académiques admettraient aujourd'hui que l'affirmation du professeur Trevor-Roper selon laquelle il n'existe d'autre histoire de l'Afrique que celle de l'occupant, n'est plus défendable, et qu'il existe assez de documents pour prouver que son affirmation est fautive. Néanmoins, si la plupart des auteurs se sont appliqués à démontrer l'existence d'une autre histoire, peu d'entre eux ont tenté d'examiner ce qui avait rendu l'affirmation de Trevor-Roper possible, et même plausible pour un grand nombre. Les critiques du professeur avaient certes raison, mais s'ils avaient poussé leur analyse plus loin, ils auraient remarqué que M. Trevor-Roper représente des forces historiques qui refusent de voir l'histoire du continent africain écrite par ses habitants. Un des exploits de l'historiographie coloniale a été de supprimer l'histoire de l'esclavage. Et l'exploit a pu être complet parce que les moyens qui auraient pu produire cette histoire ont été physiquement et socialement détruits. Ce qui a pu être récupéré ne sont que des morceaux épars qui représentent des vestiges. Dans un essai sur le colonialisme et la littérature, Abdul R. Jan Mohamed a souligné que la situation coloniale a suscité un certain manichéisme en littérature. (11) La représentation littéraire coloniale est dominée par une allégorie manichéenne, qu'on peut comprendre comme «un champ d'oppositions diverses mais interchangeable entre blancs et noirs, bons et mauvais, supériorité et infériorité, civilisation et sauvagerie, intelligence et émotion, rationalité et sensualité, soi-même et l'autre, sujet et objet». (12)

Il est inutile de dire que tout cela est applicable avec la même pertinence à l'écriture historique, car comme le montre l'auteur : « la fonction idéologique de ce manichéisme, s'ajoutant à un colonialisme prolongé, est de déhistoriciser et de désocialiser le monde conquis ». (13) Cependant, dans le cas de l'affirmation de Trevor-Roper, il s'agit de bien plus que d'une représentation : c'est la traduction directe du futur agenda des forces colonialistes. En prétendant que la seule histoire valable de l'Afrique était celle du conquérant, Trevor-Roper a dit que le conquérant était prêt à faire en sorte que la situation reste inchangée.

L'insistance avec laquelle les leaders de l'Apartheid et leurs alliés répètent que l'ANC doit cesser toute violence rappelle un modèle d'histoire coloniale du 19^{me} siècle : à savoir la venue des colonisateurs pour mettre un terme aux guerres tribales. Les administrateurs coloniaux ont ainsi pu faire état de « campagnes de pacification », alors que les troubles auxquels ils faisaient allusion résultaient de la violence du conquérant européen. Et, bien entendu, les avocats de l'Apartheid voient volontiers dans un lynchage de foule la preuve du bien-fondé de leurs préjugés : abandonnés à eux-mêmes, les Africains retourneront à leur violence primitive. Au niveau économique, le discours colonial met l'accent sur le développement économique et montre les bâtiments, les chemins de fer, les écoles, etc... Il ne dit pas que les statistiques coloniales n'ont pris de signification qu'à la fin du 19^{me} siècle. Encore que certains s'y soient essayés, la plupart des historiens de l'économie estiment malaisé de considérer l'esclavage comme un progrès économique, à moins que le commerce d'esclaves soit un progrès économique pour le continent dont ceux-ci étaient originaires. (14) Concevoir la domination coloniale comme porteuse de progrès économique va généralement de pair avec deux autres corollaires : la fin de la domination coloniale entraîne la mort économique, à quoi les tenants de l'Apartheid ajoutent que « leurs » Noirs vivent mieux que les Noirs dans le reste du continent.

2. Quelle histoire va l'emporter en Afrique du Sud ?

La lutte contre le régime d'Apartheid et ses victimes s'est intensifiée depuis 1975 et surtout depuis la création, en avril 1980, de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique du Sud. Intensifiée à tel point qu'il devient de plus en plus difficile de discuter de l'histoire de libération nationale, sans se sentir déplacé. Pour des pays comme l'Angola et le Mozambique qui ont conquis leur indépendance avec l'objectif de transformer leurs sociétés en sociétés socialistes, cet objectif est traité aujourd'hui avec dérision et mépris. (15) Les mots « Nous ne savons où aller », prononcés par des réfugiés au Mozambique peuvent être considérés comme une vivante traduction par les Mozambicains eux-mêmes de ce qu'ils ont perdu. A l'évidence, le but du régime sud-africain et de ses alliés est de rendre la vie au Mozambique difficile au point qu'elle ferait perdre aux habitants la capacité de s'orienter physiquement, mais aussi historiquement. Dans un univers de privations physiques totales, la conscience historique peut servir de dernier et temporaire refuge. Mais depuis que la transformation en une société socialiste est décrite comme un exercice de rhétorique, il est difficile de ne pas voir dans le massacre d'Afrique du Sud le même résultat que celui obtenu par la con-

quête coloniale lors de phases antérieures de l'histoire du continent, et qui a mené tant d'Africains à être honteux de leur histoire, de leur culture, et parfois même de leur propre peuple. Une des conséquences directes des attaques intensifiées contre les pays de la ligne du front, a été une transformation lente mais perceptible de l'histoire des luttes de libération nationale. Transformation qui varie selon le niveau de connaissances. Pour ceux qui savaient peu, la guerre de libération est appelée simplement « guerre des broussailles ».

L'Afrique du Sud organise la dévastation, la famine et la pauvreté endémique; elle laisse le soin aux journalistes d'effectuer le reste du travail. Puisque une des prémices de l'anticommunisme repose sur l'affirmation que le socialisme est par définition dépourvu de toute efficacité économique, le rôle de l'Afrique du Sud — par les ruines et destructions qu'elle produit — occupe le second rang dans la hiérarchie des causes du déclin économique de pays tels le Mozambique et l'Angola.



Nelson Mandela, prisonnier de l'Apartheid.

La façon dont les journalistes occidentaux commentent les effets de la guerre menée contre le Mozambique, par exemple, illustre le processus de remplacement de l'histoire de l'indépendance nationale par celle que diffuse le régime de l'Apartheid. Comme dans toutes les autres colonies, les journalistes prennent à leur compte les proclamations idéologiques des nostalgiques de l'ordre colonial, en faisant entendre que rien n'a été digne d'intérêt, depuis 1975. Les étagères vides d'une boutique de Maputo permettent de présenter cette thèse de façon imagée — c'est-à-dire stéréotypée — en concluant que «le magasin semble fermé depuis 10 ans.» (16) Le lecteur d'un tel écrit décidera, de toute évidence qu'une histoire aux conséquences aussi désastreuses ne vaut pas la peine d'être étudiée, sauf si l'on s'emploie à mettre à jour les facteurs qui rendront compte de l'enchaînement des événements. De toute façon, une phase cruciale de l'histoire du Mozambique sera ignorée et/ou déformée.

3. Elimination des histoires nationales au regard de la confrontation entre l'Est et l'Ouest.

Il est actuellement bien porté de distinguer entre les tenants d'une vue globale et ceux d'une approche régionale, les premiers analysant la situation en Afrique australe en fonction de la confrontation **Est-Ouest**, les seconds par rapport aux conflits locaux. Essentiellement, ce débat fait problème dans le mesure où il procède d'une vue manichéenne du monde, analogue à celle qui a été mentionnée plus haut. Il est indubitable que la confrontation Est-Ouest s'est fait sentir sur la scène sud-africaine mais il est tout aussi vrai que l'analyse des processus de libération nationale ne peut être menée sans examen des forces locales.

La difficulté de cette analyse est accrue du fait que, de chaque côté de la frontière idéologique, la vue manichéenne du monde continue à se diffuser. La lecture de publications comme **Géopolitique**, **Conservative Digest**, **Washington Times**, organes de propagande de la droite républicaine, donnent l'impression que Chester Crocker ou Frank Carlucci ont soutenu des organisations de gauche. A droite, ce type de débat s'explique par l'ignorance de l'histoire des mouvements de libération nationale. En les imputant à l'initiative d'un groupe de mécontents agents des Soviétiques ou des Chinois, on supprime logiquement toute raison de s'intéresser à leur action. A gauche, le plus souvent, l'hostilité des gouvernements occidentaux a suffi pour que l'histoire des mouvements de libération fût considérée connue. Il était prioritaire de vaincre l'ennemi sur le champ de bataille idéologique. Quand un mouvement de libération, comme le M.P.L.A. ou le Frelimo, avait prouvé sa valeur en remportant la victoire, son étude ne paraissait plus pertinente. Si l'étude critique des mouvements de libération nationale s'est révélée difficile, quoique possible, ce n'est pas le fait du hasard. (17)

Telles qu'elles sont répandues dans le monde académique, les deux positions précitées procèdent d'une conception abstraite et idéaliste de l'histoire. A droite, elle s'appuie sur la conviction déjà rappelée que l'histoire des colonies ou des anciennes colonies ne peut être comprise que par les yeux des colonisateurs. A gauche elle provient d'une insuffisance de recherche empi-

rique qui va souvent de pair avec la conviction que la théorie marxiste générale peut compenser cette insuffisance. (18)

La situation actuelle en Afrique du Sud montre clairement comment l'histoire peut être comprise, analysée et mise au service d'une pratique, en dehors des schémas académiques, de droite ou de gauche. Les dirigeants les plus éclairés du régime de l'Apartheid n'auraient pas rencontré les leaders de l'ANC s'ils ne s'étaient pas rendu compte que le développement de l'organisation politique des masses et les formes qu'elle prenait dans les rues étaient dus à un peuple devenu conscient de ce qu'il déterminerait en dernière analyse le cours de son histoire. Une histoire de ce type est des plus menaçantes pour les responsables de l'Apartheid et ils l'ont montré en interdisant toute information à son propos. Quand il est interdit de parler des morts et qu'on ne peut citer le nom des prisonniers, on est confronté à un régime qui ne recule devant rien pour imposer sa volonté. Entre ces actes et ceux des régimes coloniaux il n'y a, rappelons-le, tout au plus qu'une différence de degré ou d'intensité.

Dans leur combat contre l'opprimeur, les opprimés doivent s'acquitter d'une double tâche: en finir avec l'opprimeur mais aussi avec les sources et les causes de l'oppression. Ce ne fut pas par hasard que les fondateurs du Frelimo ont retenu parmi leurs objectifs celui d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Si les oppresseurs ont peur, cela provient de ce que, accoutumés à recourir à la violence comme première arme de domination, ils n'envisageraient jamais que les opprimés puissent penser autrement. Cependant la lutte pour l'indépendance des Mozambicains et des Angolais s'est terminée en provoquant la libération des Portugais, avant même la leur propre, puisque le coup du 25 avril 1974 s'est produit bien avant que le Mozambique et l'Angola fussent déclarés indépendants, en juin et en novembre 1975.

Quand on leur parle des atrocités perpétrées par les bandits armés du MNR, les gens de droite répondent en affirmant que tous les mouvements de guerrilla commettent des atrocités. Il est historiquement établi, en effet, que les révolutions française et bolchévique ont connu une terreur blanche et une terreur rouge. Toutefois, on ne devrait pas conclure de ces événements que toute tentative révolutionnaire doit déboucher sur le même type de situation. Au cours de sa lutte armée, le Frelimo a tenu à préciser que, si la lutte contre l'ordre colonial des Portugais devait avoir pour objet la transformation de la société coloniale mozambicaine, une transformation de ce type devait débiter pendant la lutte elle-même, par l'adoption non seulement d'objectifs différents mais aussi et surtout d'autres moyens et d'autres méthodes. Une telle conception de la lutte était fondée sur l'idée que l'opprimeur, en dépit de sa position privilégiée, était lui aussi une victime de sa propre oppression. (19)

La vue manichéenne du monde qui a empêché les colonisateurs et leurs alliés de comprendre d'autres sociétés est actuellement illustrée par les réponses occidentales aux changements qui ont lieu en Union Soviétique. Comme l'a fait remarquer Chris Denny, directeur du Centre de recherches des études soviétiques en Angleterre, «les gens ne peuvent pas se réconcilier avec l'idée que Gorbatchev puisse être chez lui un authentique réformateur et que ses objectifs de politique étrangère soient dans son intérêt et non dans le

nôtre... Ce n'est pas ce que les gens veulent entendre. Ils veulent qu'il soit ce qu'ils espèrent de lui». (20)

Mutatis mutandis, la même logique est à la base de la compréhension que les pays occidentaux ont de l'histoire de l'Afrique, après la seconde guerre mondiale. Mais il y a une différence: alors que l'Union Soviétique ne peut pas être traitée comme une puissance mineure, les pays africains sont constamment regardés comme s'ils faisaient encore partie de l'empire colonial. Il faut noter qu'à la fin des années 50 et au début des années 60, bon nombre de publications ont eu pour thème commun le changement social en Afrique. Il est clair aujourd'hui que les spécialistes occidentaux des sciences sociales ont alors apprécié positivement ces changements dans la mesure où ils leur paraissaient conformes aux théories et modèles de la modernisation qu'ils jugeaient appropriés pour les sociétés africaines traditionnelles. Il était presque révolutionnaire à cette époque d'admettre que les sociétés africaines étaient aptes au changement puisque, selon le postulat colonial, elles en étaient incapables sauf si les colonisateurs les y forçaient. A propos de Gorbatchev, on observe un phénomène semblable: les commentateurs disent quasiment que les changements qui s'opèrent en Union Soviétique doivent être portés au crédit de l'Occident au lieu de les expliquer par la capacité des Soviétiques d'impulser des changements selon leur logique et pour leurs propres raisons.

Quel est l'enjeu en Afrique du Sud?

Dans leurs efforts pour attirer l'attention du monde sur la situation catastrophique de l'Afrique du Sud, les pays de la ligne de front et le Mozambique en particulier ont au moins depuis 1980 insisté sur le fait que l'apartheid est un crime contre l'humanité. En outre, chaque crime commis par le régime de l'apartheid entame indirectement l'humanité de ceux qui en sont témoins et qui pourraient agir pour mettre fin à ce régime mais ne le font pas.

En Occident, ces appels semblent tombés dans l'oreille de sourds, à quelques exceptions près (les traditionnels pays nordiques et les organisations hostiles à l'apartheid). Parmi les organisations internationales, il faut mettre à part les réponses de la Banque Mondiale et du F.M.I. dont on peut déjà voir qu'elles participent au processus de réécriture de l'histoire récente du Mozambique. En outre, les réponses de telles institutions ne peuvent être séparées du contexte de pression en faveur des privatisations qui se sont multipliées dans la plupart des pays occidentaux et qui sont perçues comme une panacée face aux échecs du socialisme. (21)

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les gouvernements occidentaux sont fermés aux appels à leur sens humanitaire. Dans une étude récente sur les conflits entre les pays du tiers monde et les pays riches, un auteur conservateur, B.D. Nossiter, a noté que «Washington a tendance à considérer les nations du tiers monde presque exclusivement comme des instruments pour la guerre froide. Avec le reste de l'Occident industriel, les Etats-Unis considèrent avec suspicion les Latino-Américains, les Asiatiques et les Africains, qui seraient **hérétiques** par rapport à l'économie de marché, menaçants à

l'égard du système bancaire, intéressants pour les exportateurs mais **envahisseurs** des marchés domestiques» (*italiques de J.D.*). (22)

Depuis l'époque de l'esclavage, il a été établi que l'esclave ne pouvait prétendre à un plus grand sens de l'humanité que le maître. Dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, il n'y a théoriquement ni maître ni esclave, mais la lutte se poursuit pour construire une société humaine, non- raciale, démocratique et juste. Pour ceux qui croient à la supériorité du capitalisme parce qu'aucun autre système n'a manifesté une capacité comparable à produire des biens, il pourrait être salutaire de réfléchir à la légende de Midas dont la passion des richesses lui a fait transformer en or tout ce qu'il touchait.

C'est précisément parce que leur point de référence n'est pas l'humanité mais le monde des biens et du capital financier que des banquiers comme David Rockefeller, que le président Machel avait approché pour qu'il l'aide dans sa lutte contre l'Apartheid, ne comprennent pas des expressions telles que «l'Apartheid est un crime contre l'humanité».

Dans des sociétés où les biens ont été divinisés, il est devenu difficile (et parfois impossible) de comprendre qu'il puisse en exister d'autres qui ont tant souffert de la course au profit — et des structures politiques et idéologiques qui en dérivent — que la production de biens n'y est pas la mesure du succès.

Les sociétés d'Afrique australe passent par une phase de leur histoire qui rappelle le processus de prolétarianisation au cours duquel les paysans du 19e siècle furent conduits aux portes des usines capitalistes. Après avoir perdu tous leurs moyens de production, les paysans n'avaient plus d'autres endroits où aller que les usines où ils pourraient vendre leur seul bien: leur force de travail. La situation actuelle de l'Afrique australe est toutefois pire: elle combine la prolétarianisation du 19e siècle et l'esclavage antique. Cette combinaison explique l'absence de perspective des réfugiés qui disaient ne pas savoir où aller.

Le régime de l'Apartheid et ses alliés occidentaux s'emploient à supprimer les progrès accomplis par les Etats de la ligne de front. A l'évidence ils espèrent que lorsque les gens ne sauront plus physiquement où aller, il ne faudra plus attendre longtemps avant qu'ils n'aient plus conscience de leur situation historique. Une fois ce stade atteint, il ne sera pas difficile pour les banquiers du F.M.I. et de la Banque mondiale de réécrire l'histoire de l'Afrique australe, comme ils essaient de le faire. Toutefois l'histoire a montré que, même si tous les peuples peuvent être désorientés à certaines époques, ils se ressaisissent toujours. Toute l'histoire du continent africain continue de porter témoignage de cette capacité.

La leçon finale est très simple: les réseaux de communication technologiquement les plus avancés ne peuvent pas servir les gens qui luttent pour la justice économique, sociale et politique en Afrique du Sud. Même s'ils proclament leur opposition à la discrimination raciale, les propriétaires de ces réseaux préféreraient conserver et/ou réformer le système qui cause sa chute. Les superprofits que le régime d'Apartheid permet de gagner sont en effet

trop attirants pour être rejetés au nom de principes moraux. En outre, le racisme profond de ces gens fait qu'à leurs yeux une vie de noir n'est pas irremplaçable. Ils prétendraient toutefois avoir été en première ligne le jour où nécessairement le système s'effondrera. Les essais de réécrire les histoires de libération nationale continueront et prendront diverses formes, mais ils auront les mêmes objectifs. Les propriétaires du sol et du capital chercheront à maintenir leur suprématie, mais l'histoire de l'Afrique du Sud jusqu'à ce jour a montré que s'ils pourront gagner des batailles, ils ne gagneront pas la guerre.

Septembre 87.

(11) Abdul R. Jan Mohamed «The Economy of Manichean Allegory: the Function of Racial Difference in colonialist Literature» (L'économie de l'allégorie manichéenne: la fonction de la différence raciale dans la littérature colonialiste), dans *Critical Inquiry*, 12, Automne 1985.

(12) Ibidem, page 63.

(13) Ibidem, page 63.

(14) Dans ce sens, la contribution de P.D. Curtis *Economic Change in Precolonial Africa: Senegambia in the Era of the Slave Trade* (Le changement économique en Afrique précoloniale: la Sénégambie à l'époque de la traite des esclaves), Madison, 1975, me paraît une des tentatives les plus sérieuses de considérer le commerce des esclaves comme celui de n'importe quelles marchandises.

(15) Voir par exemple l'article de Royer Thurow «African Tragedy: Mozambicans suffer from War, Drought and Economic Decay», *The Wall Street Journal*, 17 avril 1987 (Tragédie africaine: les Mozambicains souffrent de la guerre, de la sécheresse et du déclin économique).

(16) Ibidem.

(17) Feu le professeur Aquino de Bragança a fait avancer de façon cruciale l'étude systématique de l'histoire de la libération au Mozambique. Fondamentalement il comprit qu'une connaissance accrue de l'histoire de ce pays devait nourrir et façonner le marxisme pour qu'il devienne un bon outil d'analyse scientifique.

(18) Une élaboration de ce point de vue est en préparation. Pour un premier exposé, on consultera «From the Idealization of Frelimo to the Understanding of Mozambique Recent History» (de l'idéalisation du Frelimo à la compréhension de l'histoire récente du Mozambique) *African Journal of Political Economy* (Harare) L1, 1986. Une version quelque peu remaniée va paraître dans le numéro de *Review* du printemps 1988.

(19) Pour un développement de ceci, voir J. Depelchin «Anthropology and African history seen through the History of Frelimo» (Anthropologie et histoire africaine au travers de l'histoire du Frelimo) dans *Contemporary Marxism*, 7, 1983. Dans ce même genre, mais à propos de l'apartheid, voir l'article de E. Fred Dube «Racism: Are there one or two categories of victims?» (Y a-t-il un ou deux types de victimes du racisme?) dans *The Philosophical Forum* XVIII, 2-3 hiver-printemps... 1986-87, pp. 137-41. Dube avait été détenu à la prison de Roben Island en Afrique du Sud. Son article est fondé sur l'expérience de sa relation personnelle avec un de ses gardiens dont on peut dire paradoxalement qu'il contribua à le libérer des fers et des oeillères du système mental de l'apartheid.

(20) Max Easterman, «The Dangers of Prejudging Mr Gorbachev's New Reality» (Le danger de préjuger de la nouvelle réalité due à M. Gorbatchev), *The Listener*, 26 mars 1987.

(21) Le rapport du 13 février 1987, consacré au tiers-monde par A. Colin Legum cite une enquête du «Overseas Development Institute», selon laquelle la Banque Mondiale elle-même n'adhérerait plus aussi strictement à la vie selon laquelle la privatisation serait la solution idéale pour les pays trans-sahariens.

(22) B.D. Nossiter, «The Global Struggle for More: Third World Conflicts with Rich Nations» (La lutte globale pour plus: conflits entre tiers-monde et nations riches), Harper and Row, N.Y., 1987, P. XIII.

livres

roger somville
par gita brys-schatan

Quatre cent nonante pages au format 30 x 34, quelque sept cents illustrations — dont une majorité en quadrichromie —, voilà quelques éléments d'un énoncé technique qui annonce d'emblée l'importance de l'ouvrage que l'éditeur Vokaer a consacré récemment au peintre Roger Somville.

L'auteur, Gita Brys-Schatan, docteur en Histoire de l'Art et bien connu des milieux artistiques pour être — notamment — directrice de l'I.S.E.L.P. (1), nous offre là un ouvrage qui, comme elle le note, se situe « à mi chemin entre l'essai et la monographie ».

Pour la plupart des lecteurs des Cahiers Marxistes, Roger Somville n'est plus à présenter. Ils trouveront cependant ici, servi par une biographie concise, une bibliographie exhaustive, une admirable iconographie et maintes citations d'articles, de correspondances ou de témoignages, la matière première indispensable à la compréhension d'une production picturale qui compte aujourd'hui près de quarante ans et qui est, du reste, toujours active.

Mais au-delà de ce qui, somme toute, devrait faire la part commune de toutes bonnes monographies, c'est le regard porté sur l'œuvre, l'analyse qui en est faite et les questions et réflexions que l'auteur soulève qui retiendront plus particulièrement je pense l'attention de nos lecteurs.

Dans une première partie, l'auteur nous donne l'œuvre à voir, à analyser, dégagant les éléments récurrents qui définissent la manière propre du peintre. Se trouvent ainsi saisis et présentés, les thèmes inspirateurs — ces « séquences prélevées hors du temps "journalier" » —, le découpage des formes — figures « somvilliennes » maintes fois retravaillées —, la dynamique de la composition, la vigueur des couleurs, le choix des matières, ... Mais aussi ce que l'un et l'autre de ces aspects doivent tant à l'histoire de l'art qu'au regard que porte le peintre sur le monde qui l'entoure. Les références illustrées à Picasso, Raphaël, David, Ingres et beaucoup d'autres font voir les enchaînements et permettent de situer l'œuvre jusque dans les tendances les plus récentes de la peinture. De même, les moments clés de la vie de Somville sont évoqués pour chercher à comprendre l'assimilation de ses influences.

L'écriture est tout à la fois pertinente et captivante, au diapason de l'œuvre dans le rythme des syllabes, la force des mots, la couleur des épithètes. Et en même temps, on est loin d'une phraséologie indéchiffrable pour les non avertis: dans un souci « pédagogique », le vocabulaire usité est défini, éclairant du même coup l'engagement du peintre.

Cette assertion est particulièrement sensible lorsqu'on aborde la seconde partie de l'ouvrage et notamment ce chapitre au titre évocateur: «Où placer l'étoile rouge dans l'univers de l'art?». On s'en doute, il est question ici de la notion de «réalisme» dont se réclame Somville (2) et des rapports entre peinture et idéologie, entre art et engagement politique, entre art et pouvoir que l'on ne peut manquer d'évoquer à cette occasion. L'auteur s'attache à discuter sans complaisance ces questions après avoir défini les diverses significations prises par ce terme dans le domaine pictural, et levé certaines ambiguïtés — comme l'assimilation réductrice du réalisme socialiste à la «déviation normative» imposée par Jdanov à l'aube du régime stalinien dans sa théorisation du «ce qui doit être».

Le débat s'actualise à la lecture du chapitre «Qu'est l'art pour la mode; qu'est la mode pour l'art?» dans lequel l'engagement de Somville se trouve confronté aux formes contemporaines d'expressions picturales.

La troisième partie quant à elle, qui regroupe l'essentiel de l'iconographie, s'appuie sur une lecture plus subjective de l'œuvre peinte dont l'écriture poétique «tente de réaliser une osmose entre le donné à voir et le perçu de l'œuvre».

Là, le Livre d'Art atteint son but: le lecteur, à présent éclairé, se régale à l'exposition, page après page, des magnifiques reproductions des peintures et dessins enchaînés les uns aux autres par la magie d'un texte évocateur.

p.b.

(1) Institut Supérieur d'Etudes du Langage Plastique.

(2) R. Somville: «Pour le réalisme, un peintre s'interroge» — 1970 Bruxelles.

privatisation = moins d'état? par anne drumaux

éditions de l'université de bruxelles — histoire, économie, société — 230 p.
— 900 f.

Privatiser: est-ce réellement moins d'Etat et plus de concurrence? ou bien n'est-ce qu'une phase d'un processus de redéfinition de la fonction étatique et supra-étatique?

Dans son livre, Anne Drumaux bouscule les schémas préétablis et reprend à sa racine ce problème central, qui est aussi, chacun le sait, un problème à la mode. Les privatisations opérées par exemple en Grande-Bretagne depuis 1979, en France en 1986 ont suscité des débats passionnés, auxquels la chute des cours boursiers en octobre 87 a donné un aliment supplémentaire. (*)

«Privatisation = moins d'Etat?» replace la question de la privatisation dans une analyse globale des modes de régulation étatique et de leur évolution dans le contexte d'une intégration accrue au plan européen. L'examen des expériences étrangères indique un lien dans leur genèse entre étatisation et privatisation. Il apparait ainsi que les politiques de privatisation constituent un aspect de la recomposition des modalités de régulation étatique. D'autre part l'efficacité variable des arguments utilisés pour développer des programmes de privatisation, les délais de réalisation confortent l'idée selon laquelle les programmes de privatisation sont influencés par des contextes économiques et sociaux particuliers. Le retrait de l'intervention de l'Etat ne favorise pas nécessairement la concurrence. En particulier la focalisation de certaines politiques sur la privatisation-vente ont conduit à des formes de concentration.

Les arguments favorables à la privatisation, s'ils ne fournissent pas d'évidence immédiate soulèvent néanmoins un certain nombre de problèmes dépassant le statut de la propriété publique ou privée. Ainsi la question de l'efficacité de la gestion ne peut être entièrement résolue par un simple changement de statut de propriété. Plus fondamentalement elle renvoie à la mise en oeuvre d'indicateurs de performance intégrant la multitude d'objectifs que l'entreprise publique doit généralement rencontrer. Le problème de la capacité innovatrice d'une entreprise ou d'une institution s'inscrit aussi dans la problématique de l'adaptation des organisations à un mode de production plus flexible et moins centré sur la standardisation et la normalisation des procédures caractéristiques du monde de production de masse.

En Belgique, de la période de l'après-guerre à l'aube des années quatre-vingt, la frontière entre secteur public et secteur privé s'est constituée sur le principe de la coexistence: développement d'un système d'économie mixte, concertation et consultation des acteurs sociaux et régionaux, décentralisation des schémas de décision et relative centralisation du financement en termes de contribution accrue à charge du budget de l'Etat. Depuis le début des années quatre-vingt, de nouvelles tendances se font jour. En matière d'équipements collectifs, le développement prédominant consiste en scénarios d'hybridation, de concession, de libéralisation et parfois d'abandon de services. La plupart du temps, ces tendances ne sont pas fondamentalement en rupture avec l'existence d'une frontière souple entre activités publiques et privées. La régression de la dépense directe en équipements est certes un fait acquis: de 1982 à 1986, les investissements en équipements collectifs ont décliné globalement de 10% en moyenne annuelle alors qu'ils avaient augmenté de 3,9% en moyenne annuelle de 1956 à 1982 avec cependant une décroissance de l'ordre de 5% pour les années 1980-1982. Cependant les scénarios de privatisation qui accompagnent cette tendance continuent de présupposer la coexistence entre secteur public et privé, tout particulièrement lorsque des coûts d'homogénéisation de service sont en jeu. A titre d'exemple, on peut citer en télécommunication le maintien du financement public pour le réseau de base et la libéralisation des services connexes (terminaux, téléfax, etc...)

Dans certains cas, observe l'auteur, certaines modalités d'intervention sont même renforcées. Par ailleurs la privatisation cohabite avec de nouvel-

les formes de régulation, par exemple supra-étatique. Au plan européen, des relais existent déjà en matière de politique infrastructurelle et industrielle. Ainsi la proposition d'ingénierie financière pour le financement des infrastructures d'intérêt communautaire augure-t-elle du développement d'une fonction supra-étatique multidimensionnelle : si le financement direct de la dépense en équipements collectifs à charge du budget communautaire apparaît comme limité dans son principe, il n'en est pas forcément de même pour l'encadrement et le financement indirect. Tant au niveau préparatoire des projets (étude de faisabilité, contribution au démarrage financier par avances remboursables....) qu'au niveau de l'encadrement des conditions de financement (garantie du budget communautaire à des prêts de la Banque Européenne d'Investissements) et qu'au niveau de la coordination des partenaires communautaires et privés dans une Agence européenne d'infrastructure, on retrouve différentes formes d'intervention qui vont de l'encadrement juridique à des formes d'interventions indirectes et/ou temporaires sans pour autant exclure le principe de l'intervention directe en cas de défaillance du secteur privé.

Au total donc, sur ce problème complexe et brûlant, la solide étude d'Anne Drumaux montre que les politiques de privatisation ne mènent pas à « moins d'Etat ». L'Etat reste ce qu'il a été : un lieu de rapports de force dont les formulations politiques et sociales ne sont pas définitives.

s.p.

(*) Voir plus haut dans la présente livraison le débat des syndicalistes sur le sort de la Société Générale.

charles plisnier, entre l'évangile et la révolution

archives du futur — éditions labor — 1988

La coutume n'est pas la règle, toutes les études littéraires ne sont pas nécessairement ennuyeuses. Toutes n'étouffent pas l'objet de leur étude sous les professions d'érudition. L'ouvrage que viennent de consacrer à Charles Plisnier Paul Aron et ses collaborateurs est une très belle introduction à l'œuvre et à l'époque de l'écrivain.

Charles Plisnier méritait bien cela. Militant communiste exclu en 1928 à cause de ses positions trotskystes, ami de Victor Serge — une des victimes de l'époque stalinienne —, premier étranger couronné du Goncourt, chrétien engagé en littérature, Plisnier fut mal perçu de son vivant. Récupérable pour les uns (après la consécration du Goncourt en 1937), renégat pour les autres. Et déchiré par ce que l'époque tenait pour contradictoire, l'engagement révolutionnaire et la foi chrétienne.

Cette déchirure a provoqué une perte d'œuvres. Soit qu'elles aient été détruites, soit qu'elles soient encore inédites. Soit tout simplement qu'elles n'aient pas été écrites. A l'époque de son engagement au PCB (1921-1928), Plisnier tentait de s'interdire d'écrire, proscrivant ses « états d'âme », rapporte Jean Tordeur.

N'empêche, l'œuvre d'essais, de poésie, de romans est importante. Mais elle a été travestie par une critique qui ne pouvait concevoir l'unité du littéraire. A l'époque du retour d'URSS d'André Gide, de la montée du fascisme et après 1945, ceux qui ont écrit sur Plisnier ont analysé son œuvre en termes de rupture et de conversion, d'alternative entre marxisme et christianisme. Le père serait le pôle du militantisme socialiste, la mère le pôle de la foi et de la mystique.

Avec le concours de plusieurs spécialistes, le livre de Paul Aron tente de mettre en évidence la complémentarité de ces deux sources fondatrices de la personnalité et du style de l'écrivain. Avec l'aisance qu'autorisent les différentes approches de Paul Aron, Véronique Jago-Antoine, José Gotovitch, GRAM-Text, Evelyne Capiou-Laureys, Jean Tordeur, Pierre Halen, José Fontaine et les témoignages des contemporains de Plisnier, la personnalité de Plisnier est réhabilitée dans la richesse de ses contradictions. Se dessine le portrait d'un homme qui jusqu'au bout « resta surtout fidèle à ses questions ». Qui exprime sa ferveur militante à l'aide de termes et figures empruntés à la Bible (cfr. l'étude que consacre Paul Aron aux pièces de théâtre et créations radiophoniques), qui reste soucieux de justice dans l'ensemble de ses textes comme dans la vie (cfr. l'étude de José Fontaine sur l'engagement wallon de Plisnier).

Ce portrait d'un écrivain est le portrait d'un homme et d'une époque, « où la vertu d'indignation se porte encore » (Jean Tordeur). Une époque qui imposait que l'on choisisse son camp au risque de mutilations physiques et morales. Au terme de l'ouvrage, l'on s'étonne, l'on se réjouit que Plisnier ait pu y survivre comme homme et comme écrivain.

Outre la très belle présentation de l'ouvrage, l'intérêt et les qualités d'écriture de chaque contribution font de cette étude un très précieux complément à l'œuvre de Plisnier. Une invitation à lire ou à relire l'œuvre de Plisnier.

j.d.

Ecouter et puis décider entretiens de Philippe Maystadt avec Anne Mikolajczak.

Duculot/perspectives — 1987 — 208 pages

André Leysen titrait ses confidences (dans la même collection chez Duculot) « S'engager et puis voir ». Philippe Maystadt, plus avisé, préfère « Ecouter et puis décider ».

Une journaliste, A.Mikolajczak, s'est prêtée au dialogue avec le ministre wallon; elle encadre et « met en scène » ce dialogue par un avant-propos général d'abord, ensuite par une introduction à chaque chapitre et de longues questions.

Le résultat est instructif, même si le procédé est lassant. Le personnage que ministre et journaliste ont ensemble campé s'inscrit dans la grande lignée des chrétiens en quête d'une troisième voie, « refusant les slogans de la droite et les mythes de la gauche », mais soucieux -contrairement à la plupart de ses prédécesseurs- de légitimer l'action politique.

C'est ainsi qu'à propos du rôle de l'Etat et des pouvoirs publics, Maysstadt admet que l'Etat a un rôle à jouer, mais pas celui de mettre en oeuvre « une politique industrielle fortement directrice ». Il ne lui est pas demandé s'il est partisan d'une politique industrielle qui ne serait pas « fortement directrice ». Il condamne fermement le discours néo-libéral qui exalte le risque jusqu'à en faire un dogme. De même il rejette « l'approche idéologique de ce qu'on appelle privatisation ». Sa prudence, son goût pour le « juste milieu » l'amènent cependant à n'émettre qu'un souhait, face au pouvoir de la Société Générale : que les sommes énormes mobilisées par le holding servent à « investir et moderniser notre économie ». N'est-ce pas un peu court pour un député de Charleroi, attentif à ses liens avec le mouvement ouvrier ?

Autre étonnant propos : quand il évoque l'immense problème de la pauvreté, du quart-monde en développement, Philippe Maysstadt recommande « une approche beaucoup plus intégrée des impacts de la politique sociale.... » Le problème ne serait-il donc pas autant économique que social ?

Il reste que le ministre Maysstadt se montre attentif aux pressions exercées sur la politique économique par les producteurs d'électricité, et qu'il se déclare « interpellé » par le nucléaire. Et que, sur un tout autre plan, il justifie une « adaptation » de la législation pénale qui fait de l'avortement un crime. L'immobilisme (voulu par le CVP et certains PSC) a mené à une situation non constitutionnelle, constate-t-il; il faut donc légiférer.

Nous n'avons repris ici que quelques notations dans ces copieux entretiens du ministre et de la journaliste. Elles indiquent, nous semble-t-il, beaucoup d'intelligence, un sens assez aigu des relations publiques, une volonté d'ouverture — mais aussi les limites imposées par une « troisième voie » entre intérêts opposés et une difficulté à affronter et assumer les situations conflictuelles.

les enfants de gorbatchev la jeunesse soviétique parle

par nina bachkatov et andrew wilson
calmann-lévy, paris 1988 — 278 pages — 98 ff

Des lectures très diverses sont possibles de ce fourmillant tableau de la jeunesse soviétique. Certains reprocheront aux auteurs de multiplier les notations « négatives », voire cruelles. D'autres en voudront à Nina Bachkatov et Andrew Wilson, parce que d'entrée de jeu ils refusent de se rallier « à ceux qui se préoccupent uniquement des signes d'un proche effondrement de ce socialisme péniblement construit ». Ils parlent d'espoir, et leur livre en est porteur. Et comme bien d'autres journalistes, ils osent écrire que disposer à l'heure actuelle d'un poste d'observation à Moscou est une chance peu commune et passionnante. On sait que Bachkatov est la correspondante en URSS du « Soir », et Wilson, celui de l'« Observer » londonien.

Ils évoquent avec sensibilité la « densité de rapports humains » qui caractérise la société soviétique, une société où éclatent les contradictions longtemps étouffées et où changement et novation sont quotidiens. Si tant de changements importants étaient et restent nécessaires, bien des mythes doivent être démolis. Et comme d'autres, la jeunesse est un terrain où les mythes ont fleuri : l'internationalisme de l'éducation, l'égalité des sexes, le respect du travail, etc. Bachkatov et Wilson ne sont pas des iconoclastes. Pour rester dans le vocabulaire religieux, ils effectuent plutôt un travail de bénédictins, en utilisant au maximum les sources soviétiques. Ainsi sur le plan des réalités de la vie familiale, ils notent les grosses difficultés qu'affronte une mère de famille nombreuse, l'insuffisance de places dans les crèches, le manque de soutien matériel — que ne compense pas le titre de « mère héroïque » — dont elles bénéficient. Ils observent que le couple ne constitue pas, en URSS, une entité sociale, mari et femme conservant chacun son autonomie, par exemple en vacances. Si le rôle de la mère est clair (« omniprésente »), celui du père est ambigu, si bien que la société soviétique a évolué « vers un matriarcat de fait sur fond de machisme ». Un fléau de cette société est, en plus de l'alcoolisme, le divorce, dont le taux est assez étrangement le plus élevé dans la catholique Lituanie. Les enfants abandonnés sont nombreux et la situation dans les maisons qui les accueillent est très controversée, notamment parce qu'elles laissent un vide affectif chez les enfants.

En matière d'éducation B. et W. s'attardent à juste titre sur le problème de l'orientation et du choix professionnels, l'obsession de métiers « prestigieux » faisant des ravages économiques. Le métier d'acteur ou de journaliste a la cote, bien avant celui de physicien ou l'ingénieur. Les inégalités restent réelles dans le système scolaire, notamment entre ville et campagne. Les écoles pour « surdoués » ou prétendus tels passent aux yeux de certains journaux pour des bastions d'injustice sociale, parce que le piston y joue un rôle majeur. Tout cela peut en partie au moins expliquer le manque de sens des responsabilités voire l'infantilisme observés chez beaucoup de jeunes Soviétiques.

Les réformes sont entamées. Elles ne pourront transformer rapidement un système éducatif devenu archaïque.

C'est cependant sur la jeunesse que mise la perestroïka de Gorbatchev. Une entreprise audacieuse, difficile, dont le succès dépend aussi, montrent les auteurs, de la consolidation de la détente internationale.

r.l.

quarante ans après : la vérité sur l'exode des palestiniens

L'étude de D. Vidal, publiée dans les CM N° 160, «Israël face aux Palestiniens — aux origines d'un débat» a suscité beaucoup d'intérêt parmi nos lecteurs. Aussi lui redonnons-nous volontiers la plume pour commenter un ouvrage tout récent de Benny Morris, correspondant diplomatique de «The Jerusalem Post».

Fuite ou expulsion ? Voilà quarante ans que le débat fait rage sur les raisons de l'exode de 700.000 à 800.000 Palestiniens, lors du premier conflit israélo-arabe, en 1947-1949. Pour les dirigeants de Tel Aviv et leurs amis, la cause semblait entendue : les Palestiniens prirent le chemin de l'exil à l'appel de leurs propres dirigeants et des responsables des Etats arabes. Toute autre explication relevait, à les en croire, de la propagande anti-israélienne. Mais les archives, même en Israël, finissent par s'ouvrir — temporairement, d'ailleurs — et des historiens par faire leur travail.

Ainsi, Benny Morris, correspondant diplomatique du quotidien israélien en anglais *The Jerusalem Post*, qui vient de publier en Grande-Bretagne *La naissance du problème des réfugiés palestiniens* (1). Cinq années de travaux fouillés, autant sur documents que sur témoignages, l'ont conduit à mettre rudement en question les mythes longtemps dominants.

Quelques cartes et quelques chiffres suffisent, en une douzaine de pages en tête de volume, à rétablir les faits. Sur le territoire conquis par les troupes israéliennes au cours de la «guerre d'Indépendance», 369 villes et villages arabes se voient vidés de leur population. Dans quelles conditions ? Dans 44 cas, l'auteur l'ignore encore. Les habitants de 231 autres partent au cours d'assauts de troupes juives, et, pour 41 d'entre eux, après des expulsions *manu militari*. Dans 89 cas, les Palestiniens cèdent à la panique consécutive à la chute d'une agglomération voisine, craignent une attaque ennemie, ou réagissent aux rumeurs propagées par la *Hagana*.

En revanche, Benny Morris ne recense que cinq cas dans lesquels le départ suit une instruction des autorités arabes locales. D'ailleurs, «*il n'existe pas de preuve que les Etats arabes et le Haut comité palestinien souhaitaient un exode de masse ou qu'ils aient publié une directive générale ou des appels invitant les Palestiniens à fuir leurs foyers*». Au contraire, les uns comme les autres menacent les fuyards de «*punitions sévères*»...

Certes, l'auteur insiste sur l'absence de plan écrit des dirigeants sionistes en vue de chasser les Palestiniens. David Ben Gourion — note à maintes reprises Benny Morris — «*s'est toujours distancé en public de l'expulsion des Arabes. Le souci de sa place dans l'histoire l'y poussait*». Mais le livre fourmille de documents, de citations et d'anecdotes attestant que Ben Gourion entend bien «*nettoyer*» Israël, selon une expression courante à l'époque. «*La guerre nous a donné la terre. Les concepts de "nôtre" et de "pas nôtre" sont des concepts de temps de paix, qui perdent leur sens en temps de guerre*». Un furtif enterrement pour le partage de la Palestine, pourtant voté par l'ONU...

Ben Gourion n'est-il pas le père du plan Dalet de mars 1948, à partir duquel on discerne «*de claires traces d'une politique d'expulsion aux niveaux à la fois local et national*»? A Yigal Allon, qui lui demande, dans Lydda fraîchement occupée, ce qu'il convient de faire des Palestiniens, il répond, geste des mains à l'appui : «*Expulsez-les!*». Le Premier ministre du jeune Etat juif cache également mal sa stupéfaction lorsque, visitant Nazareth enlevée par l'armée israélienne, il s'aperçoit que le commandant en chef de ce front, naïvement, a suivi les instructions officielles et laissé les Arabes sur place. Le lecteur découvrira enfin que la boucherie de Deir Yassin, pour être la plus horrible, ne fut hélas pas unique. Pas plus, d'ailleurs, que l'*Irgoun* et le groupe *Stern* n'eurent l'exclusivité des massacres, la *Hagana* et même le *Palmah* y ayant trempé...

«*Il doit être clair que, dans ce pays, il n'y a pas place pour deux peuples*», s'écriait dès 1940 Josef Weitz, le directeur du Fonds national juif. Le même Weitz devient, en 1948, responsable du «*transfert*». Car non seulement Israël rejette la résolution de l'ONU proclamant le droit des réfugiés palestiniens au retour, mais il s'y oppose matériellement : en détruisant leurs villages ou en y implantant de nouveaux immigrants juifs, et en répartissant leurs terres entre les *kibboutzim* des environs. Avant de les confisquer «*légalement*» en vertu de la loi sur les «*propriétés abandonnées*». «*Nous devons empêcher à tout prix leur retour*», écrivait Ben Gourion le 16 juin 1948.

Quarante années plus tard, les réfugiés n'ont pu, en effet, revenir, mais le problème palestinien, lui, est éternellement de retour. L'*Intifada*, qui dure depuis décembre 1987, démontre que sa solution conditionne toute paix durable au Proche-Orient. C'est dire l'intérêt du livre de Benny Morris, qui projette sur sa tragique naissance une lumière nouvelle.

(*) Dominique Vidal, auteur de *Palestine 47: Un partage avorté* (Editions Complexe). 1. Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem, 1947-1949*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

les médias à découvert, par gabriel thoveron, marc delepeleire et michel olyff

éditions vie ouvrière — 1988 — 795 F.

«Les médias à découvert» se présente comme «un véritable guide de la communication» et aussi comme «un projet global». Il résulte de la collaboration de trois auteurs qui abordent le dossier sous des angles différents: Thoveron comme sociologue de la communication, Delepeleire comme journaliste dans la presse périodique, Olyff comme graphiste. Ce triple regard est d'une grande fécondité et fonde l'originalité de l'ouvrage. On peut se demander toutefois s'il n'a pas voulu trop embrasser, et parfois trancher certains débats avec trop de fougue. La longue incursion de Thoveron dans le fonctionnement, les langages, les véhicules et les publics de la communication est fort instructive et truffée de citations savoureuses. Il entreprend ensuite l'histoire -une «histoire à mi-hauteur»- de la communication qui traverse Zola, McLuhan, Cloutier, Sadoul et bien entendu Thoveron. Plutôt qu'à l'opinion des journaux, l'auteur s'attache à «la manière dont ils l'expriment, la façon dont ils organisent le dialogue avec leurs lecteurs, ou leur imposent un monologue». Cela nous vaut des observations intéressantes sur le clivage «sérieux/populaire» des gazettes, et sur les avatars de la notion d'objectivité. Le poids des impératifs technologiques et financiers sur la presse écrite est analysé, notamment au travers du cas «Libération», dont l'évolution, note Thoveron, a «quelque chose de tragique»...conforme à «l'esprit du temps».

Le tableau est complété par Marc Delepeleire, qui, à côté de remarques judicieuses sur le «piège» que représente dans une certaine mesure tout Journal télévisé, nous paraît un peu rapide dans son jugement sur la publicité. En effet, il estime suffisamment prouvé que la publicité «n'amène nullement des transformations fondamentales des programmes», qu'il s'agisse de la presse écrite, parlée ou télévisée. L'interruption systématique de films ou de débats par des séquences publicitaires n'est-elle pas en soi une atteinte fondamentale et inacceptable à la qualité d'un programme? Quant au devenir des radios et télévisions de service public, il est bien évident qu'il doit être discuté sans a priori et que la situation de la RTBF est peu satisfaisante. Mais condamner comme le fait M.D. le service public de l'audio-visuel parce qu'il institue «la tutelle de l'Etat» n'est guère convaincant; c'est la notion de «tutelle de l'Etat» qu'il nous paraîtrait utile de creuser. Car il n'est pas fatal qu'une RTBF soit dirigée comme elle l'est aujourd'hui. Et sacrifiant volontiers à la «schizophrénie de la gauche», nous demanderions quelles garanties de liberté offre «la poigne de fer et d'argent» d'un Berlusconi ou d'un Maxwell. On sera plus convaincu par l'expérience de Marc Delepeleire en matière de presse associative, et singulièrement par le succès du «Journal de votre enfant» et «Le Ligueur».

C'est l'apport de Michel Olyff au recueil qui nous a paru le plus novateur, en ce qu'il offre aux nouveaux venus dans le journalisme, des clés tout à fait séduisantes. Avec une simplicité joyeuse, il explore le royaume du journaliste, devenu grâce aux nouvelles technologies, tout à la fois rédacteur en chef, correcteur, graphiste, metteur en page. Et Michel Olyff d'organiser le

dialogue entre ces diverses fonctions en quelques leçons où la préparation des textes, les rapports fond-forme, l'apport de la typographie («qui n'est plus la typographie»), le contrôle des matériaux sont abordés. Une véritable mise en appétit!

r.l.

les c.c.c., l'état et le terrorisme par Jos Van der Velpen

epo/dossiers 1988-220 pages.

«L'absence d'information et de débat sur le terrorisme et la lutte antiterroriste fait le jeu de la droite». Cet important constat politique, qui figure dans son avant-propos fonde l'entreprise de Jos Vander Velpen, avocat Gantois et auteur de cette étude sur les CCC. Trois parties dans l'ouvrage: l'histoire et l'identification de Pierre Carette et de son groupe; une analyse de l'appareil antiterroriste belge; le «modèle» de lutte antiterroriste que Reagan s'est efforcé d'exporter.

Nous voudrions souligner surtout ici l'intérêt de la première partie, qui se veut modeste mais est éclairante. Ce qui frappe tout particulièrement, c'est l'obstination de Carette et de ses complices dans l'aveuglement envers les réalités. Et c'est leur prodigieuse capacité de manipulation des textes et des idées. Né en 1952, Pierre Carette est, dans les années septante, fasciné par la Rote Armee Fraktion. Il fonde en 1976 un comité de soutien aux prisonniers politiques de la RAF. Déjà, il amalgame son comité et l'agence de presse qui lui sert d'intermédiaire. Déjà, il se définit «communiste» et proclame qu'une «politique révolutionnaire est possible et réalisable à travers une offensive qui développe l'unification réelle des fronts de lutte dans la résistance contre l'impérialisme».

En 1979, il échange une correspondance touffue avec Frédéric Oriach, détenu dans une prison française pour détention et transport d'armes. Pour Oriach, il est évident que la lutte armée est porteuse de capacités réelles de solidarité. Fort de ses fantasmes, il précise: «De solidarité efficace, concrète et non seulement de solidarité verbale (fût-elle de masse)». C'est ce type de prose que Carette diffuse en Belgique sous le titre «Vive la lutte pour le communisme». La confusion idéologique est systématique: pour Oriach, «marxiste-léniniste», la révolution, c'est la déstabilisation de la société; l'«insécurité de la démocratie» est un objectif de lutte. Quel programme!

Quand en 1982, installé à Saint Gilles(Bruxelles), Carette entend diffuser une «contre-information» sur les brigades rouges ou la RFA, il crée la DOCOM-Documentation communiste. C'est bien parti, et on va bientôt expérimenter ce qu'est «une politique révolutionnaire». Le syndicalisme, la démocratie, l'antifascisme, le pacifisme sont des cibles désignées explicitement. Ce que le groupe de Carette appelle «la propagande armée» entre en action le 2 octobre 1984, avec la première bombe signée CCC. Il y aura 27 attentats en quatorze mois, avant que les «propagandistes» ne soient arrêtés. Cette arrestation servira de prétexte à Jean Gol, alors ministre de la Justice, pour refuser la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. Commission d'autant plus nécessaire qu'aux bombes des CC avaient répondu les attentats meurtriers de «bandits» introuvables. On sait que cette commission est actuellement mise en place et que les vraies questions y sont posées sur les rapports entre la Sûreté et l'extrême-droite, sur la volonté délibérée de ne pas orienter les recherches sur les tueurs dits fous vers le terrorisme noir. Jan Vander Velpen rappelle utilement les affinités entre un Gol et un Reagan, lequel pousse au terrorisme des Contra. Reagan s'en va bientôt. Gol est provisoirement dans l'opposition. Si la clarté n'est pas faite sur le terrorisme en Belgique, on voit mieux aujourd'hui qu'hier à qui il a profité, à qui il a nui.

p.s.

l'outrage aux mœurs

éditions de l'université de bruxelles, 375 F.

Voici, sous l'égide de La Pensée et les hommes, une publication plaisante, diverse, sur un thème qui tient à la fois des domaines juridique et judiciaire, de la sociologie, de la morale, et auquel littérature et cinéma se sont souvent heurtés.

Ce thème, c'est «les mœurs», les «bonnes mœurs» et ce qui y porte «outrage».

Dans son avant-propos, Jacques Lemaire annonce modestement que le dossier ne vise qu'à «jeter des éclairages». Eclairages (au nombre de neuf) bien dosés et ciblés. Nous n'en ferons pas le tour complet. Une démonstration nous a paru fondamentale : celle que livre la criminologue Nicole Lahaye. Elle montre combien les notions de pudeur, de mœurs, de bonnes mœurs sont confuses, ambiguës et fluctuantes. Or, ces notions sont les pierres angulaires de la répression des infractions sexuelles. Car, bien évidemment, c'est le sexe qui est au centre du dossier et qui suscite embarras et confusion.

L'«extraordinaire inadéquation terminologique» constatée par Nicole Lahaye est, note-t-elle, source de dangereuses ambiguïtés dans la loi (française et belge). Le magistrat qui est confronté à des «scandales», peut être amené à confondre sa sensibilité propre et la sensibilité collective. L'insécurité juridique est donc bien réelle et tout à fait justifiée l'exigence d'une nouvelle législation. Car, ajoute N.L., «le législateur a pris délibérément le parti de se décharger intégralement sur le juge de la mission de fixer les contours de l'outrage aux mœurs».

Cela dit, le recueil contient de savoureuses notations historiques (par exemple sur le rôle de la rumeur dans les milieux populaires de Paris au 18^e siècle, ou sur la fonction du corset à travers les âges), des digressions sur le bovarysme et l'hypocondrie de Flaubert, une étude sur la censure au cinéma (depuis M. Verdoux, qui valut à son auteur des cabales sur «Charlot communiste» — jusqu'au cinéma porno rentablement pratiqué dans des salles dites spécialisée) tout cela illustrant à merveille le caractère fluctuant et relatif de la notion de «mœurs», souvent liée au fric d'ailleurs.

Enfin, la plaquette pose des questions graves sur les limites de la liberté (quelles images de violence, de torture?) et des questions impertinentes et opportunes sur l'indécence de la corruption et de l'escroquerie...

A lire!

r.l.

en revues

bulletin de la far

n° 171 — place saint paul, 9/11,
4000 liège — 120 f.

Les médias tiennent une grande place dans le N° 171 du Bulletin de la Fondation André Renard. Une place originale: Joseph Coppé se livre à une analyse pleine de verve du vocabulaire et des images de la crise gouvernementale, et Jean-Luc Degée jette un coup d'oeil sévère sur la presse francophone de Belgique.

Au delà des observations d'ordre sémantique — recours au vocabulaire météorologique, zoologique, sportif, etc. — ce qui nous paraît particulièrement intéressant dans l'article de Coppé, c'est le phénomène d'«autoalimentation» de l'imagination des journalistes condamnés à attendre des informations. Entre d'une part, l'impatience des journalistes, et — en bout de course — la tendance à la spéculation plus ou moins gratuite, le lien n'est pas direct. Il y a cependant un lien. Certes, le devoir professionnel impose au journaliste que sa gazette dépêche rue de la Loi aux heures de crise politique d'en rapporter des nouvelles. Mais que faire quand il n'y en a pas et que la crise s'étire interminablement? On peut choisir de se taire, ou d'acter qu'il ne se passe rien. Coppé montre sur pièces (il s'agit surtout du «Soir» et de «La Libre Belgique») que naît une tentation de dramatisation, voire de prestidigitation.

C'est vrai aussi, nous semble-t-il, à la radio-télévision, et bien

davantage sur les chaînes françaises qu'à la RTBF. En fin de compte, c'est le sens des responsabilités civiques du journaliste qui est en cause. La concurrence souvent acharnée entre journaux et chaînes n'est pas de nature à le conforter.

Le tableau dressé par Jean-Luc Degée de la presse francophone est aussi sérieux que consternant. Car en même temps qu'elle se concentre, la presse s'uniformise. «La Cité» a disparu. «Le Drapeau Rouge» est menacé. La concentration s'opère horizontalement (fusion ou rachat de titres) et renforce le poids de quelques groupes de presse. Rossel représente 48,5% du tirage total, la SIMP 21,5%, Vers l'Avenir 18%. Faites le compte: les trois groupes totalisent 88% du tirage de l'ensemble des titres. A cela s'ajoute une diversification multimedia, incarnée notamment par les Hersant, Murdoch ou Maxwell. Et, bien entendu, ni l'aide gouvernementale à la presse, ni la publicité à la TV ne compensent ces criantes inégalités...

Autre thème capital de cette livraison: «La Wallonie dans l'Europe 92», objet d'un récent colloque de la FGTB où ont été examinés les risques de voir l'Europe 92 être bien plus financière que sociale. Dans sa relation du colloque, Hélène Van De Schoor montre les dangers réels que l'«harmonisation» entre pays s'opère par le bas et que la flexibilité règne durement sur l'Europe de 1992. En guise de conclusion, Jacques Fostier devait insister au colloque sur l'importance d'un «socle social», «qui ne peut

être un alibi condescendant à une vision exclusivement économique».

Signalons dans le même ordre d'idées que le précédent Bulletin de la FAR (N° 170) a publié le programme social européen adopté par la CES sous le titre «Réalisation de l'espace social européen dans le marché intérieur». Par ailleurs, on peut lire dans cette livraison un ardent plaidoyer de Micheline Six en faveur du droit de vote aux travailleurs étrangers, ainsi qu'une étude de J.P. Dawance sur «Indexation et pouvoir d'achat: éléments d'analyse pour une politique de croissance».

r.l.

socialisme

n° 206 et n° 207 — 14, bd de l'empereur, 1000 bruxelles

Une «grosse pièce» au sommaire du numéro 206 (mars-avril) de Socialisme: le discours du président Guy Spitaels au congrès du PS de mai 88: c'est un long plaidoyer pour la participation gouvernementale, et donc un document important. Thème: le «socialisme responsable». Pour expliciter davantage cette formule — belle mais ambiguë — Spitaels ajoute: c'est le socialisme de Gonzales, de Craxi, de Fabius. En l'occurrence, la politique gouvernementale sera, dit G.S., celle d'un vrai centre-gauche, en rupture avec Verhofstadt et ses velléités de privatisation. «Nous avons ramené au centre gauche la barre du navire calée à droite»; cela signifie notamment «la lutte contre le racisme et la xénophobie, une «extraordinaire avancée du fédéralisme», priorité donnée à l'emploi, la sécurité sociale, la lutte contre la pauvreté. Sans entrer ici dans une analyse du

document, nous prenons rendez-vous avec Socialisme pour juger sur pièces des résultats de l'accord gouvernemental. C'est, nous semble-t-il, dans le domaine institutionnel que la rupture avec les Martens précédents est la plus nette. Encore faudra-t-il voir comment seront surmontés les obstacles surgis depuis le congrès de mai.

Dans le même numéro, relevons une analyse assez novatrice du processus décisionnel à l'OTAN. André Demoulin constate le malaise provoqué par le fait qu'une série de décisions laissent peu ou pas de place aux représentants civils et politiques pourtant prévus dans l'organigramme de l'OTAN. «Comment, demande AD, mesurer le niveau de phagocytage du géant américain dans le processus de domination de cette "confédération" atlantique?». L'allégeance a, dit-il, succédé à la notion de communauté de nations libres. On peut se demander si cette notion a jamais connu une concrétisation à l'OTAN. Mais le phagocytage s'est certes accentué... Quoi qu'il en soit, AD acte «de profondes divergences entre les conceptions de la sécurité des Etats-Unis et celles admises par les Européens» et en appelle au changement. Un changement dans le sens d'une plus grande autonomie pour l'Europe qui est une préoccupation de l'Internationale socialiste. Mais ne faut-il pas penser cette autonomie dans une perspective de dépassement des blocs?

Encore dans ce N° 206, Guy Beringhs étudie la politique agricole commune face au tiers monde, et Agenor «l'expérience socialiste» en Inde.

Quant au N° 207 (mai-juin) intitulé Varia, il regroupe effectivement

à des contributions très diverses. Épinglons en particulier le regard communautaire que Luc Vanden Broeck jette sur la SNCB où les intérêts de la région wallonne sont malmenés; un commentaire de Robert Falony sur la perestroïka, et les réflexions de Carine Jansen sur les vicissitudes de la dépénalisation de l'avortement. Réflexions intéressantes — C.J. confirme que la proposition pluraliste déposée au Sénat le 19 avril 88 est pour le P.S. «une position minimaliste», visant à réaliser le consensus nécessaire au vote d'une loi très attendue. Se félicitant de la double concession faite par le CVP, l'auteur ajoute: «C'est maintenant au ministre de la Justice, Melchior Wathelet, qu'il incombe de créer le climat indispensable à un climat serein». Et de rappeler l'urgence en la matière: plusieurs procès doivent se dérouler à divers niveaux...

Par ailleurs, Etienne Godin traite des rapports (tendus) entre l'Internationale socialiste et les socialistes au pouvoir en Israël. Une incidente à ce propos: à lire dans «Le Monde diplomatique» de juillet, l'appel de l'ancien ministre israélien des affaires étrangères, Abba Eban, «pour le partage», et dans «La Revue nouvelle» de juin, un dossier Israël-Palestine.

r.l.

celsius

abonnement annuel: 1.000 f. b.p.
210 — 1050 bxl.

Celsius poursuit son bonhomme de chemin, en analysant «les idées, les actions et l'impact

des courants de pensée pouvant être qualifiés d'extrémismes de droite».

Deux livraisons récentes témoignent de sa vitalité. Dans le N° 7 (avril 88), on lira avec un intérêt particulier l'examen par Maryse Emel des derniers avatars de l'anticommunisme «salvateur» de souche américaine, mais qui dépasse le cadre des USA. A preuve, le colloque organisé conjointement à Paris en décembre 87 par le Committee to rethink Vietnam (New York) et le Comité international Tran VanBa (Paris). Pour sa part, Alain Saillens suit à la piste les activités de l'association «France-Valeurs», fondée par un général Delaunay, qui met tous ses talents à réveiller «l'esprit de défense» des Français. L'association «Catholiques pour les libertés économiques» s'associe à certaines initiatives du pieux général, et cette collusion a un fort relent d'intégrisme.

Dans le même numéro: trois commentaires (P. Ponsaers, W. De Bock, Gabrielle Lefèvre) sur «les années de plomb» belges; une analyse de la nouvelle droite chilienne par Isabel Torres, etc.

Dans le N° 8, on trouvera les observations d'Alain Saillens sur le colloque que le Club de l'Horloge a consacré à la sécurité sociale; un entretien percutant avec l'amiral Antoine Sanguinetti à propos de pratiques arbitraires et de mentalités antidémocratiques régnant dans des lycées militaires français; des commentaires sur les succès électoraux du Front National; mais aussi des chroniques sur le Salvador (Venturini), le Chili (Maldavsky) et la droite religieuse aux Etats-Unis (M. Emel).

une société services compris

cahiers de la ftu n° 3, mars 1988 —
103, rue de la loi, 1040 bruxelles —
prix : 250 fb — abonnement 800 fb.

La Fondation Travail-Université (FTU) consacre le troisième numéro de ses Cahiers à un recueil d'articles rédigés à partir des exposés du colloque «Une société services compris», qu'elle avait organisé en juin 1987 à Bruxelles.

La démarche de la FTU consiste à poser la question de l'avenir du service public à partir d'une analyse plus globale des transformations actuelles du secteur des services. La première partie du Cahier n° 3 s'attache ainsi à identifier les tendances dans l'évolution des services, pour autant qu'on puisse parler des services comme une catégorie homogène. Leur incontestable expansion ne peut en effet masquer leur profonde hétérogénéité. Les stratégies et les logiques à l'œuvre dans les services aux entreprises ou les services aux particuliers, dans les services marchands ou non-marchands, dans les services à haute technologie ou les services «traditionnels», reflètent des choix économiques et sociaux dont il s'agit d'apprécier les convergences et les divergences. Les articles sur l'expansion des services, sur les stratégies de développement des services aux particuliers et sur les contradictions des services non-marchands doivent y contribuer, tout comme d'une annexe statistique sur l'emploi dans les services.

C'est ce travail d'analyse qui permet de mieux cerner les choix auxquels les services publics sont aujourd'hui confrontés. Un second

groupe d'articles s'attache à élucider le rôle de l'Etat dans le développement des services, notamment à travers les cas des télécommunications et des transports publics. Cette démarche conduit à montrer que derrière la redistribution des marchés et des influences, il y a une refonte des coalitions sociales qui président à la structuration de l'Etat moderne. En conclusion, il ressort que la question du politique doit être remise au centre du débat sur les services publics, à condition de formuler cette question en termes de rôles et de fonctions de l'Etat en tant que régulateur. C'est la recherche de nouveaux rapports entre cet Etat-Régulateur, les travailleurs du secteur public et les usagers du service public, qui permettra de mieux formuler une stratégie progressiste de modernisation des services publics.

Sous la direction de Gérard Valenduc et Pol Zimmer. Avec les contributions de: C. Belleflamme, A. Carton, V. Carton, H.J. Gathon, L. Hujuel, M. Peiffer, G. Robillard, O. Ruyssen, R. Schoonbrodt, G. Valenduc et P. Zimmer.

l'africaine du sud et ses voisins

collection droits des peuples — centre
tricontinental 1348 louvain-
la-neuve

Deux brochures traitant de l'Afrique du Sud ont ces mois-ci frappé notre attention.

«L'Afrique du Sud et ses voisins. Les ambiguïtés occidentales» dans la collection droits des peuples, et une petite brochure éditée par la Jeunesse communiste de Belgique.

Leur point commun : expliquer l'Apartheid, son régime politique, son pouvoir économique, ses relations internationales. Les démarches sont néanmoins totalement différentes. Le texte proposé par la Jeunesse communiste s'adresse aux adolescents. Ecrit par des enseignants et relu par des lycéens, le souci prioritaire de ce travail est d'expliquer de manière précise mais avec des mots simples ce qu'est la République d'Afrique du Sud, l'Apartheid.

Par ailleurs, la brochure distribuée à Bruxelles et en Wallonie, propose des formes de lutte contre ce régime raciste, depuis le boycott des fruits ou de l'essence Shell jusqu'au pétitionnement adressé à P. Botha, en passant par le port d'un badge en forme de résistance symbolique (inutile de rappeler l'impact médiatique qu'eut par exemple le badge «touche pas à mon pote»).

Tel n'est pas le propos de la brochure éditée par le Centre tricontinental. Dans la préface signée par F. Houtart celui-ci souligne la nécessité de cesser de croire que l'Apartheid est une arriération culturelle. L'Afrique du Sud est un régime politique en même temps qu'une puissance économique dont les Etats occidentaux ne veulent se débarrasser totalement.

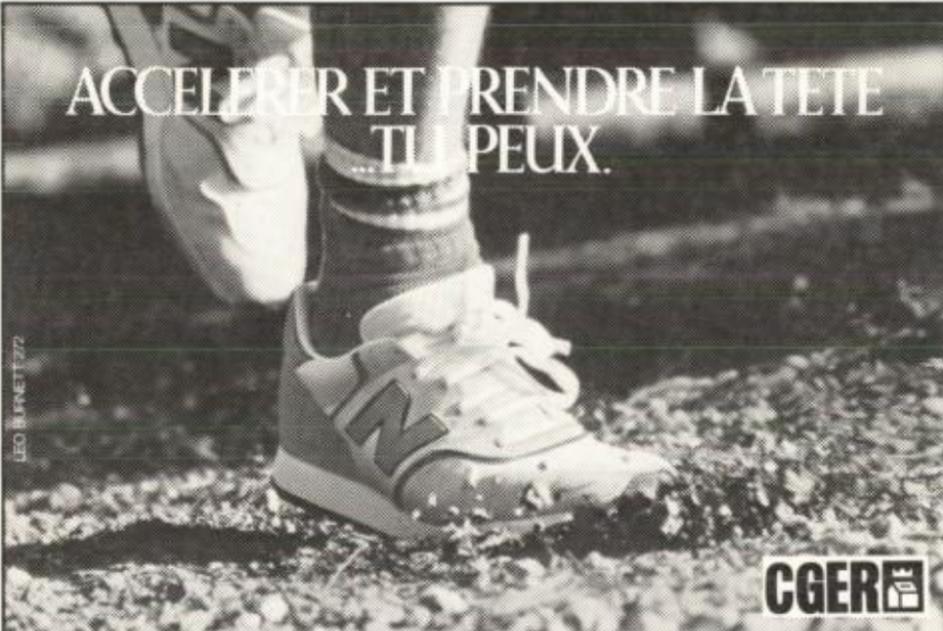
Mais l'intérêt fondamental de l'ouvrage réside — nous semble-t-il — dans l'analyse de l'idéologie prônée par les dirigeants de l'Apartheid. C'est contre l'expansion communiste que la RAS prétend se battre.

C'est à ce titre qu'elle occupe militairement la Namibie, et qu'elle soutient des mouvements contre-

révolutionnaires tels l'UNITA en Angola ou la RENAMO au Mozambique. Les pays occidentaux dénoncent plus que timidement ce régime et refusent encore à ce jour de prendre de vraies sanctions économiques. Les E.U., le Japon, Israël, la France, la RFA et dans une moindre mesure aussi la Belgique, continuent encore d'apporter une aide économique, voire militaire à l'apartheid.

Si la RAS de P. Botha parle aujourd'hui de réformes du régime, les auteurs montrent qu'il ne s'agit que de mettre fin aux formes les plus apparentes de ségrégation terrifiant beaucoup trop son image mais que le système, sa logique de développement séparé, sont toujours les fondements de l'idéologie prônée par le pouvoir afrikaner.

m.j.s.



ACCELERER ET PRENDRE LA TETE
TU PEUX.

LEO BURNETT/272

CGER 

— TES EQUIPIERS BANQUE + ASSURANCES —

1969-1989

au printemps prochain
les *CM* auront vingt ans

renouvelez-leur le cadeau
de votre fidélité

offrez un abonnement
aux amis qui ne connaissent
pas encore les *CM*

700 F au compte 001-1047600-76

Prix 100 F